

le monde
libertaire

hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérent de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

L'oppression est partout

la solidarité s'impose



FOP 2520



2€

0026-9433

« Bourgeois : injure »

Leo Campion

hebdo n° 1340

du 11 au 17 décembre 2003

Sommaire



À Oaxaca comme au chiapas, le capitalisme se débarrasse des **indigènes**, page 4

Discrimination corrective, par Eric Valentin, page 5

Sans papiers, sans travail et sans droit, par Félix le chat, page 6

Ladrisse fait **l'autruche**, page 7

Les **fascistes** prennent pied sur les pavés de Lille,

par Bertrand, page 7

Le G5 nous vend les **biocops** au mètre,

par Juan Ibes Denisky, page 8

Pentecôte, un mauvais esprit ceint le débat, par François Barillet, page 10

Riesel dans les **fers**, page 10

Vers une balkanisation de la **Palestine**, par Michel Sahuc, page 11

Priez **chômeurs**, et restez dans la merde, par Pat, page 14

Nantes, une politique des **transports** élitiste, par Hzrvé, page 15

Alimentaire **télévisuel**, par Roger Dadoun, page 17

Voile impudique sur l'opium du peuple, page 18

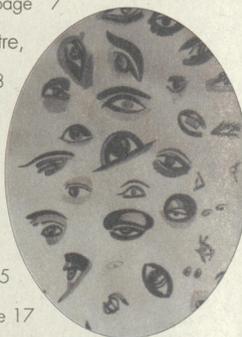
Attention danger! **Jouets** offensifs, page 19

Émilie Deleuze ne coupe pas les **chevaux** en quatre,

par Heike Hurst, page 20

Agenda et **Radio libertaire**, page 22

Vie du mouvement, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 1 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Le Monde libertaire est imprimé
sur papier recyclé.

Photos et illustrations de ce numéro:
droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	<input type="radio"/> 20 €	<input type="radio"/> 32 €	<input type="radio"/> 27 €
6 mois 25 n ^{os}	<input type="radio"/> 38 €	<input type="radio"/> 61 €	<input type="radio"/> 46 €
1 an 45 n ^{os}	<input type="radio"/> 61 €	<input type="radio"/> 99 €	<input type="radio"/> 77 €
Abonnement de soutien	<input type="radio"/> 76 €		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

2 abonnez-vous !

Le Monde libertaire du 11 au 17 décembre 2003



AFGHANISTAN, Angola, Colombie, Côte d'Ivoire, Irak, Mexique, Palestine, Tchétchénie, etc. Les luttes de dominations politiques et économiques ensanglantent notre planète et enrichissent les marchands d'armes au détriment des populations qui crèvent sans savoir pourquoi. Au-dessus de la mêlée, les dirigeants des grands cartels et coalitions tels l'Alena ou l'Union européenne avancent leurs pions, jouant d'armes encore plus meurtrières que des bombes, telles que la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international, qui ont la capacité de réduire à la misère génératrice de famines les populations des pays qui ne se plient pas à leurs diktats.

Notre besoin de s'unir et notre conscience de l'interdépendance mondiale, qui servent de tous temps aux religions, pour soumettre les peuples à leur prétendue loi divine, sont exploités par les salops qui nous gouvernent pour créer, à l'aide de légistes, des fictions politiques censées nous donner le sentiment de participer à l'élaboration de la politique qui régit nos vies. Les élections des députés à la Douma russe peuvent paraître fort peu démocratiques aux yeux des mentalités occidentales formées à une forme de démocratie où l'électeur a l'illusion de choisir ceux à qui il délèguera son pouvoir selon leurs programmes, alors qu'il est clair que la campagne électorale russe ne fut qu'une vaste campagne publicitaire. Mais, chez nous, masqué derrière des débats, il en va de même et l'électeur au final vote toujours sur l'apparence du candidat.

La coalition politico-économique des 25 pays européens qui devraient bientôt former l'Union européenne a pour motivation, sur le plan économique d'assurer une position de force sur le marché capitaliste aux États constituants, et sur le plan politique de renforcer le despotisme de chacun des États, qui pourra prétexter du droit européen et de la nécessité de l'Union pour faire passer des lois impopulaires asservissant encore plus les populations aux contraintes sociales nécessaires à l'expansion du capitalisme.

Un tyran comme Ben Ali, élu en 1999 président de l'État tunisien avec 99,44 % des voix, qui fait emprisonner et torturer tous ceux qui osent critiquer sa plénipotence, devient, lorsqu'il s'agit de construire un cartel commercial réunissant les pays méditerranéens, un champion des droits de l'homme dans la bouche de notre vénéré président-poète Jacques Chirac, plébiscité en 2001 avec tout juste 82 % des voix.

Toujours le capital et son instrument, l'État, essayent de nous faire prendre leurs vessies pour des lanternes.

Je radie, tu radies... l'Algérie radie.

IMAGINEZ LUC FERRY annonçant que la grève des professeurs de l'enseignement secondaire et technique qui est régulièrement reconduite depuis huit semaines a assez duré; qu'« il est temps de siffler la fin de la récréation » et que par conséquent tous les grévistes récalcitrants seront radiés de l'éducation nationale et remplacés sur-le-champ par des diplômés de l'enseignement supérieur au chômage.

Ce mauvais rêve se transforme en cauchemar pour près de 58 000 de nos collègues algériens, confrontés à la rigidité cadavérique du pouvoir de Bouteflika.

Né en avril dernier, puis étouffé, le conflit a rebondi il y a deux mois, portant comme principales revendications la revalorisation de 100 % des salaires, aujourd'hui compris entre 100 et 120 euros par mois, et une véritable reconnaissance statutaire. Confrontés depuis le début du mouvement à une répression quotidienne, les grévistes réclament désormais en sus la reconnaissance d'un des deux syndicats autonomes qui mènent le mouvement, le Cnapset¹, ce qui leur permettrait de se mettre un tant soit peu à l'abri de probables représailles.

À la mi-novembre, après quatre semaines de conflit marquées par les intimidations, les arrestations, la suspension des meneurs et le mépris, le pouvoir a concédé une prime de 5 000 dinars (45 euros), et non une augmentation de salaire qui aurait pu inciter les autres secteurs publics à débrayer. Les enseignants l'ont refusée fermement. Depuis, le gouvernement joue sur la division syndicale (le FNTE, proche du pouvoir, faisant office de perturbateur), la lassitude de la population et notamment des jeunes, tirailés entre un soutien affirmé à leurs professeurs et le désir de reprendre les cours, et la répression pure et dure avec l'arme de la radiation (en violation du droit du travail).

Depuis le 29 novembre, date de l'ultimatum fixé par les autorités, les licenciements collectifs se multiplient (déjà plus d'un millier), et les premières nominations de professeurs ont eu lieu. Les grévistes pourraient également être poursuivis pour « entrave au droit constitutionnel à l'enseignement ». Des

paroles aux actes, l'État algérien adopte une attitude résolument brutale et inflexible. Et ce à la veille de l'élection présidentielle.

Mais l'intransigeance combative du ministre de l'Éducation, Aboubakr Benbouzid n'est pas venue à bout de la contestation, et les grévistes continuent courageusement à manifester, à se réunir dans leurs établissements, à réclamer une autre politique éducative.

Leur lutte est par exemple soutenue à Tizi Ouzou par les élèves qui refusent le remplacement de leurs professeurs par des vacataires « qu'ils ont promis de chasser de leur établissement ». À Tiaret, ce sont les professeurs sortants de l'École normale supérieure qui s'indignent: « Nous voulons des postes budgétaires créés spécialement pour nous, et pas pour assurer des remplacements d'autres professeurs et ce, quelle que soit la légitimité ou non de leur débrayage. » Les universitaires devaient se réunir le 3 décembre. Les professeurs des niveaux primaires et moyens ont décidé de soutenir leurs collègues en appelant à une grève de deux jours, les 6 et 7 décembre. Le secteur privé déclenche des arrêts de travail localement.

Alors que le conflit entre dans son troisième mois, les grévistes réclament l'abandon des poursuites judiciaires et des radiations, ainsi qu'un dialogue entre le Cnapset et le ministère.

Face à l'arbitraire du pouvoir et au sacrifice de l'éducation dans un pays démographiquement jeune où une grande part de la population vit dans la pauvreté, nos collègues algériens ne doivent pas se sentir isolés internationalement.

Nous les soutenons et encourageons la tenue d'assemblées générales souveraines et interprofessionnelles seules à même d'étendre la lutte pour une transformation de la société et de la condition des travailleurs.

Frédéric
CNT-Education 93

1. Cnapset: Conseil national autonome des enseignants du secondaire et technique; CLA: Conseil des lycées d'Alger.

Répression violente à Oaxaca

Cet article a été écrit par quatre personnes ayant collaboré avec le Conseil indigène populaire d' Oaxaca -Ricardo Flores Magón (Cipo-RFM). Ils ont visité sept communautés et recueilli plusieurs témoignages. Le but de ces visites dans ces communautés membres du Cipo-RFM était de terminer le travail effectué par une camarade allemande : l'élaboration d' une revue *La Comunal* qui donnerait une voix aux communautés indigènes et aux membres ou non du Cipo-RFM.

Nicolas, Relations internationales de la FA



PAR-DELA ses activités touristiques, Oaxaca abrite depuis le 16 octobre 2003 sur son *zócalo* (centre historique) le plantón du Conseil populaire indigène de Oaxaca-Ricardo Flores Magón (Cipo-RFM).

De manière simple, un plantón est un lieu de protestation permanent, en l'occurrence au pied du palais de José Nelson Murat Casaab, gouverneur de l'Etat d' Oaxaca et membre du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) majoritaire au Mexique.

Qu'est-ce que le Cipo-RFM et pourquoi le plantón ?

Le Cipo-RFM a vu le jour en 1997 de par la volonté des indigènes de trouver une organisation qui les défende et les unisse face aux pressions gouvernementales. Organisation sans doctrine politique particulière sinon l'anarchie en projet de société et s'inspirant des idées de Ricardo Flores Magón, le Cipo-RFM n'a cessé de prendre de l'importance. Aujourd'hui il regroupe une vingtaine de communautés, indigènes ou non, soit à peu près 7000 personnes. Le but du Cipo-RFM est de préserver et de restaurer l'autonomie et la culture communautaire, ainsi que d'appuyer tous ceux qui souffrent d'injustice et de discrimination. De ce fait, le Cipo-RFM leur donne une voix et des moyens de lutte, ce qui déplaît fortement au gouvernement mexicain.

Ainsi, ce 16 octobre, un groupe de paramilitaires a fait irruption dans la communauté de Santa María Yaviche (à environ 100 km d' Oaxaca) qui compte un nombre important de membres du Cipo-RFM, faisant un mort et plusieurs blessés par balle. Selon les médias officiels, il s'agirait d'un « simple affrontement entre indigènes », chose difficile à croire quand on sait que le PRI s'efforce de diviser les indigènes afin d'exercer un contrôle total sur leur territoire. D'autre part, l'implication du gouvernement se confirme car les deux seules personnes reconnues par les habitants de Santa María Yaviche comme ayant participé à cette attaque ont été relâchées sans autre forme de procès. Précisons aussi que ces paramilitaires possédaient des armes de l'armée mexicaine et venaient d'une communauté voisine (Tanetze), chasse gardée du PRI. Depuis ce jour, les menaces envers les habitants de Yaviche ne cessent pas et le village vit

dans la peur. Le Cipo-RFM s'est installé au *zócalo* pour dénoncer cette situation et demander que justice soit faite. [...].

Santa María Yaviche n'est pas un cas isolé, et même si l'Europe a les yeux rivés sur le Chiapas, il faut savoir que des massacres ont lieu fréquemment dans l'Etat de Guerrero et que la répression en frappe beaucoup d'autres comme Chihuahua, Veracruz, Oaxaca, etc.

Victime d'une corruption endémique, le Mexique est à l'image du tiers monde. Il est la proie des multinationales tant européennes qu'américaines, soutenues par des gouvernements prétendument démocratiques. En effet, le PRI exerce une dictature sans égard depuis les années 20, et ce même s'il n'est plus officiellement au pouvoir depuis les dernières élections présidentielles en 2000. De par sa forte présence, il corrompt les plus démunis en leur proposant des pots-de-vin, et en engageant des paramilitaires indigènes pour justifier ses exactions. Ce problème n'est pas nouveau et n'est pas sur le point de s'achever car il semble que ce soit un tabou parmi la population. De plus, si l'on remonte cette chaîne de corruption, on se rend compte que le PRI n'est qu'un pantin des super-puissances de l'OMC qui, au nom du capitalisme sans frontière et du libre commerce, sacrifient les droits des personnes et surtout des indigènes. Les conditions de vie des populations des pays « en voie de développement » se sont délabrées ces dernières années, tandis que le niveau de profit généré par les filiales étrangères ne cesse d'augmenter. Aujourd'hui le Mexique mérite plus que jamais son surnom d'« arrière-cour » des États-Unis.

Les problèmes subis par les populations d'Oaxaca, de Guerrero, du Chiapas et autres peuvent sembler à des années-lumière de notre vie quotidienne occidentale. Et pourtant, des causes aux conséquences il n'y a qu'un pas et c'est justement dans notre quotidien, notre confort, notre alimentation qu'est l'origine de la misère de plus de la moitié des êtres humains. Enfin, dans ce même quotidien, on peut de manière individuelle prendre conscience de nos responsabilités et agir pour ne plus être ni victimes ni complices de ce système.

Julien, Gaëlle, Nicolas et Joann



LA CLASSE politico-médiatique est d'une versatilité boulimique: chaque quinzaine, il lui faut son « débat de société ». Juste après le beaujolais, la polémique primeur est donc arrivée: pour ou contre la discrimination positive? Et Sarkozy de nous promettre un préfet musulman. De quoi s'agit-il, au juste? D'un piège à cons, à l'évidence; mais ne lésinons pas sur quelques explications.

La discrimination positive peut se résumer par « donner plus à ceux qui ont le moins », autrement dit, pallier certaines inégalités en traitant différemment les citoyens, pourtant juridiquement égaux. Pratiquée depuis les années soixante aux États-Unis sous le nom d'affirmative action, elle a conduit, par exemple, à réserver un quota de places dans les universités et dans certaines administrations à des personnes issues de « minorités ethniques ». En France, la chose n'est pas nouvelle non plus: l'instauration des Zep (zones d'éducation prioritaire), ou, plus récemment, de zones franches fiscales s'inspire du même principe. D'ailleurs, s'interrogeant sur la lutte contre les inégalités, le très officiel rapport du Conseil d'État de mars 1997 entérina l'idée: « Le principe d'égalité des citoyens doit demeurer principe fondateur, [mais il] n'atteint réellement son but que s'il est aussi un vecteur de l'égalité des chances [pour] les plus défavorisés. [...] Enrayer l'aggravation des inégalités économiques, sociales et culturelles peut [donc] passer par une différenciation des droits. »

Jospin s'y est alors vite essayé, trouvant là un joli coup médiatique: pourquoi ne pas réserver les allocations familiales aux ménages les plus modestes et leur verser en supplément ce que ne toucheront plus les ménages aisés? Ah, la gôche était de retour! Plurielle et audacieuse de surcroît: en 1981, Neuilly et Auteuil tremblaient dans l'attente des chars soviétiques; en 1997, ils trembleraient pour leurs allocs! L'entourage de l'extrotykyste honteux finit par l'en dissuader: ils s'aperçurent vite qu'en fixant le seuil aux environs de 20 000 à 25 000 francs de revenu mensuel, la mesure allait surtout mécontenter leurs électeurs les plus fidèles!

C'était une bien vilaine raison de retier ce projet, mais qui s'en étonnerait encore? Il y en avait pourtant une très bonne: la discrimination positive est un piège enrobé de beaux sentiments, véritable accélérateur de la régression sociale contemporaine.

Dans la Machine égalitaire, notre grand pédagogue Alain Minc avait cru trouver une image forte: « Pourquoi, se demandait-il, si je suis cadre supérieur et que je m'enrhume en skiant à Courchevel, me ferai-je rembourser mon sirop de la même manière qu'un smicard? » Imparable. Sauf qu'il y a une autre question qu'il faut se poser immédiatement et qu'il oublie: « Pourquoi les cadres supérieurs, qui n'ont pas tous la générosité

sous-entendue de Minc, accepteraient-ils durablement de cotiser pour un système d'assurance dont ils ne bénéficieraient pas? » Dans le cas des allocations familiales, serait-il faux de poser la même question? Aux États-Unis, plusieurs États ont d'ailleurs abrogé les mesures d'affirmative action, laissant place au vide: plus de discrimination aucune puisqu'il n'y a plus d'aide. Et puis, du moment qu'il y a des Noirs et des Hispaniques riches, « tout le monde il est égaux »!

L'égalité « républicaine » qu'opposent certains à Sarkozy aujourd'hui n'est bien sûr qu'un leurre grossier. Mais, soyons justes, en ces temps de régression, même trahi, il importe de préserver le vocabulaire: souhaitant construire l'égalité économique et sociale, nous serions bien emmerdés de voir disparaître le terme du langage commun. Or, c'est bien de cela qu'il s'agit, les tenants de la discrimination positive parlent d'équité, tout au plus d'égalité... des chances (mais, faut pas pousser, aucun ne s'interroge jamais sur l'héritage).

Théoricien de la discrimination positive, le philosophe américain John Rawls était des plus clairs à ce sujet: les inégalités sont supportables lorsque leur maintien permet une croissance économique susceptible d'améliorer le sort des plus défavorisés et, plutôt que de rechercher une hypothétique égalité, il faut viser l'efficacité en étant équitable. Autrement dit: peu importe que se maintienne l'écart entre riches et pauvres, dès lors que tout le monde « s'enrichit » un peu. L'économie de marché ne garantissant pas spontanément ce glissement de tous vers le haut, il faut des mécanismes correctifs. D'où l'idée de « donner plus à ceux qui ont le moins ».

L'ouvrage de Rawls, *Théorie de la justice*, a été traduit en français en 1987, au moment où la gôche, définitivement acquise au capitalisme libéral, se cherchait une justification: avec un discours économique semblable à celui de la droite, fallait bien servir à quelque chose! Devenons les petits justiciers d'un capitalisme apaisé! Ils ne veulent plus de politique: vendons-leur de la morale!

Aux États-Unis, l'ouvrage de Rawls est paru en 1971 et cherchait surtout à donner un fondement théorique au combat pour les droits civiques des Noirs: écrit durant les années soixante, c'est bien une escroquerie que de lui emprunter aujourd'hui une conception de la justice sociale inséparable d'un contexte précis. À moins que les mauvaises langues n'aient raison qui prétendent que Sarkozy se prend pour un Kennedy à la française...

Anarchistes, nous ne nous laisserons pas dévier par ces entourloupes pré-électorales. Nous maintenons le cap: égalité économique et sociale!

Éric Valentin
groupe Juillet-1936

Discrimination positive

Qui peut le moins peut le moins



« Tu sais, je préférerais cet endroit AVANT que le gouvernement édicte les lois contre la discrimination basée sur le genre... »

Les sans-papiers contre le droit du travail

LA NOCIVITÉ de la majorité actuelle est décidément sans limite... La nouvelle loi sur la maîtrise de l'immigration¹ réussit à faire coup double: elle casse le droit du travail en tapant sur les sans-papiers.

Au cœur de la manœuvre, on retrouve l'amalgame largement répandu entre travail clandestin et immigré clandestin. S'il est vrai que les sans-papiers sont obligés de travailler au noir pour survivre, la réciproque est complètement fautive. Dans la majorité des cas, le travail clandestin concerne des gens qui sont parfaitement en règle par ailleurs: en 2002, l'emploi d'étrangers sans titre représentait à peine 7 % des infractions de travail illégal.² Leur situation fait même des sans-papiers des victimes désignées, ce que reconnaît le droit du travail, qui prévoit même l'assimilation du salarié « sans titre » à un salarié régulier pour qu'il puisse faire valoir ses droits.³ Mais la droite excelle dans le jeu de transformer les victimes en coupables...

Ainsi on a eu droit cet été à l'amendement Mariani, qui ajoutait en cas de travail illégal une mesure d'éloignement et/ou une amende de 3750 euros contre le salarié, s'il s'avérait que celui-ci était sans papiers. Cette disposition aurait créé un précédent fâcheux en introduisant dans le Code du travail le principe d'une pénalité à l'encontre du salarié. Sur cette base, le ministre du Travail, en défenseur du prolétariat exploité, s'était opposé à cet amendement. Prise de position soi-disant courageuse, mais qui s'avère n'être que de la poudre aux yeux. Non seulement le texte finalement voté dénature complètement le droit du travail en y ajoutant des considérations qui n'ont plus rien à voir avec la défense du salarié, mais il va plus loin en cassant l'inspection du travail en faisant une nouvelle police de l'immigration.⁴

Les contrôleurs et les inspecteurs du travail devront maintenant relever les infractions à l'ordonnance de 1945, c'est-à-dire les textes relatifs à l'entrée et au séjour des étrangers. Ce bricolage met en cause l'existence même d'une inspection du travail. Le fait qu'un groupe de fonctionnaires ait pour seule et unique mission de contrôler les patrons reste en travers de la gueule à pas mal de monde, car cela manifeste clairement que tout patron est un délinquant en puissance. En ajoutant le contrôle des étrangers, non seulement on englobe l'inspection du travail dans un fatras juridique mais, surtout, on fracasse la base du droit du travail et de son contrôle. Si on admet le principe d'une culpabilité du salarié, on met sur le même plan patron et salarié. On nie

l'inégalité fondamentale du rapport de force née de l'exploitation salariée.

Les sans-papiers se retrouveront même encore plus affaiblis face aux patrons. On imagine mal qu'ils aillent dénoncer leur employeur, sachant qu'ils se verront appliquer une reconduite à la frontière. Les patrons n'ont pas de soucis à se faire, ils continueront à bénéficier d'un vivier de main-d'œuvre ultracompetitif. Ça tombe bien, il paraît que le bâtiment et la restauration manquent de bras. Si les représentants du patronat jouent la provocation dans les dîners en ville en expliquant qu'il faut augmenter l'immigration, ils oublient de préciser que leurs immigrés, ils les veulent précaires et expulsables.

Un autre aspect du texte est extrêmement révélateur de la boue idéologique dans laquelle patauge joyeusement la droite. Le texte voté renforce les peines prévues à l'encontre des employeurs ou des passeurs, en ajoutant pour un certain nombre d'articles du Code du travail, dans la liste des sanctions, l'interdiction de séjour. Ils avaient déjà fait passer ce genre de dispositions en 1993, que leurs successeurs ont sûrement oublié d'abroger. Après ça, Sarkozy peut parler tant qu'il veut d'abolir la double peine.

Mais le plus grave est ailleurs... Si on prévoit des peines d'interdiction du territoire pour les employeurs, on fait passer le message que ce sont les étrangers qui font venir et qui font travailler les sans-papiers. Et que les sans-papiers sont victimes de leurs congénères. C.Q.F.D. On nous avait fait le coup avec l'esclavage moderne en mettant sur le devant de la scène les femmes de diplomates qui achetaient des gamines au pays pour les mettre à leur service. C'est un nouvel avatar du vieux mythe de l'innocence des Occidentaux dans l'invention de l'esclavage, selon lequel les Africains eux-mêmes auraient proposé les esclaves aux marchands.

Et, en faisant ça, on fait de l'exploitation des travailleurs une coutume exotique, alors que c'est le fondement de notre société.

Félix le Chat



1. Loi n° 2003-1119 du 26 novembre 2003 relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité.

2. D'après la Dilit (Direction interministérielle de lutte contre le travail illégal).

3. Art. L 341-6-1 du Code du travail.

4. Expression empruntée à l'excellent 4 pages « La pénalisation des salariés étrangers dépourvus d'autorisation de travail », rédigé par le Gisti: www.gisti.org/doc/actions/2003/travail/4pages.pdf

Quand l'autruche éternue...

Presse et euthanasie

« Je lis peu la presse, c'est nécessaire si je veux garder le moral. » Raffarin, en phase terminale.

Le spectacle d'une telle déchéance nous est à tous odieux. Aussi, pour mettre fin à ses souffrances, le Monde libertaire se propose d'abonner gratuitement le pauvre homme. Logiquement, ça devrait l'achever.

Après le ramadan, la grippe

« Les musulmans français sont majeurs et vaccinés. » Sarkozy, président virtuel.

Tous vaccinés, t'es sûr ? Parce qu'avec ce qui traîne en ce moment, je voudrais pas risquer en plus de choper la fièvre islamiste.

Drôle d'odeur dans la cuisine

« Les Français sentent que nous sommes de plus en plus présents ». Moscovici, nez du PS.

M'est avis que le goût d'œuf pourri qui, effectivement, recommence à planer sur les marchés le dimanche matin, ira en s'accroissant jusqu'aux prochaines élections. Pour disparaître juste après.

Trouve la femme, je m'occupe des cailloux

« Il ne faut pas dialoguer avec les modérés qui nous ressemblent et jeter un voile sur les autres. » Tariq Ramadan, rabatteur.

Ramadan refuse qu'on jette un voile sur celles qui en portent déjà un. Sage précaution. Elles finiraient par étouffer et après il resterait plus qu'une poignée de femmes à lapider.

Montebourisme ou barbarie

« Dans l'Europe à venir, aurons-nous encore le droit d'être socialiste ? ». Montebourg, embarrassé.

Bien sûr ! Mais une clause prévoit cependant que n'auront le droit de se dire socialistes que ceux capables de prouver qu'ils l'ont été un jour. Je sais, c'est dur.

Et pour terminer en beauté, la perle la plus longue et la plus débile de l'année !

« Les informations annonçant que quelque chose n'a pas eu lieu m'intéressent toujours pour la bonne raison que, comme vous le savez, ce sont des nouvelles connues ; il y a des choses que nous savons que nous savons. Nous savons aussi qu'il y a des choses inconnues ; ce qui revient à dire qu'il y a certaines choses dont nous ne savons rien. Mais il existe aussi des nouvelles inexistantes que nous ne connaissons pas – ce sont celles dont nous ignorons si nous les connaissons ». Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense de la première puissance mondiale.

Fredo Ladrisse

(sources : L'Équipe, France 2, France Inter, Libération, Politis, le Tout Petit Mensuel des rares amis de l'Italique)

**c'est toute
... la jungle qui s'enrhume**



Rassemblement fasciste à Lille

DEPUIS PLUSIEURS MOIS, la droite la plus extrême s'est lancée dans une campagne d'agit-prop contre le groupe de rap Sniper. Jeunesses identitaires, cathos-fachos de l'Agrif, mégrétistes jouent au petit jeu des procès et des rassemblements de protestations contre ce groupe qu'ils accusent de racisme anti-français. Ils ont d'ailleurs été rejoints, il y a peu, par le ministre de l'Intérieur qui a lui-même intenté une action en justice contre ce groupe.

Le passage à Lille du groupe le vendredi 28 novembre a été l'occasion d'une première occupation publique du pavé lillois par des bottes néonazies depuis bien longtemps. Les Jeunesses identitaires appelaient à un rassemblement devant la mairie de Lille, la veille, pour exiger l'interdiction du concert le lendemain.

Ce n'est pas la première initiative des néo-nazis sur Lille, puisqu'ils organisèrent une soirée en juin dernier à Santes, dans la banlieue lilloise, et une réunion semi-clandestine à Lesquin au mois de septembre où ils fêtèrent la première année d'existence des JI.

Comme en septembre, les organisations anti-fascistes (Ras l'Front, LCR, CNT, FA, SUD, etc.) avaient décidé de réagir afin de ne pas leur laisser le pavé libre. Nous nous sommes donc rassemblés à une centaine devant l'entrée principale de la mairie de Lille, ce jeudi-là.

Malheureusement, nous n'avons pu empêcher le rassemblement d'extrême droite : quelques néonazis locaux, accompagnés de congénères flamands ayant passé la frontière, mais

aussi d'élus mégrétistes cacochymes et de militants de l'Alliance royaliste, se sont rassemblés, une trentaine, devant une autre entrée de la mairie. Et lorsque les antifascistes ont voulu se déplacer pour aller leur barrer la route, la police présente sur place s'est immédiatement interposée, menaçante, permettant ainsi aux néonazis de parader sous les quolibets des antifas.

Le face-à-face a duré plus d'une heure, les fachos accusant la « racaille » de « niquer la France », quand nous leur lancions des « Ah, si Marie avait connu l'avortement, on n'aurait pas tous ces emmerdements ! »

Comme on pouvait s'y attendre, le traitement médiatique de l'affaire a été catastrophique. Dans son journal régional, France3 n'en a parlé qu'en termes de rassemblement anti et pro-Sniper, alors que les fachos n'utilisent ce groupe que pour faire leur propagande et que les antifas n'ont à aucun moment pris position pour un groupe dont les textes laissent une large place aux débordements sexistes et homophobes. Quant à la Voix du Nord, elle en a profité pour mettre sur le même plan « extrêmes droite et gauche », fascistes et antifascistes.

Au final, cette première manifestation à Lille des néonazis a de quoi nous inquiéter. Même si nous étions plus nombreux que les fachos, ceux-ci ont atteint leur objectif : reprendre pied sur le pavé lillois. Il est hors de question que nous les laissions encore libres de manifester dans nos quartiers !

Bertrand

groupe FA de Lille

Le G5 adopte la biométrie pour les visas européens

Juan Ibes Denisky

LORS D'UNE RÉUNION DU G5 à La Baule, les ministres de l'Intérieur européens (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie et Espagne), dont Nicolas Sarkozy, ont « exprimé leur accord concernant l'introduction de la biométrie pour les visas européens ». Mais, bon sang, qu'est-ce que c'est que cette nouvelle bestiole, la biométrie ?

Explication de notre super-ministre :

« C'est un outil facile à mettre en œuvre et très efficace. »

Ah, bon ? Super ! Mais encore ? qu'est-ce que c'est qu'ça ? C'est aussi cool que les radars automatiques ?

« L'introduction de la biométrie dans le passeport ou visa permet de stocker les caractéristiques physiques d'un individu (empreintes digitales et reconnaissance du visage) pour permettre aux policiers de certifier le rapport entre ces informations et le détenteur d'un passeport. L'Union européenne pourrait donc adopter la carte à puce comme mode de stockage pour ces données. » Otto Schilly, le ministre allemand, a plaidé « pour une harmonisation internationale des normes ».

Donc, en clair, ces braves gens étudient un moyen de stocker une empreinte numérique des individus en utilisant la technologie des cartes à mémoire. Comme ça, les gros méchants terroristes auront plus de mal à se faire passer pour vous, brave gens.

En effet, il ne suffit plus de coller sa photo sur un faux visa pour se faire passer pour quelqu'un d'autre. Il faut aussi être capable de frauder la puce pour y entrer ses empreintes, son visage, etc. A priori, ce n'est pas à la portée du premier venu.

Il semble donc que Sarko ait enfin trouvé la solution finale. Si vous utilisez autre chose qu'un cochon en porcelaine pour garder vos sous, vous avez sûrement une carte bancaire. L'espèce de machin jaune cuivré en haut à gauche de votre carte, c'est ce qu'on appelle la puce.

Au départ, sur les cartes, il y avait juste une piste magnétique (située au dos de la carte), contenant des données qui permettaient de vous identifier comme client d'une banque.

Cette piste, nommée Piste ISO2, n'est pas trop différente technologiquement de la bande magnétique d'un billet de métro.

Cette technologie, aujourd'hui dépassée, est néanmoins encore utilisée par les anciennes

générations de distributeurs de billets. C'est ce qui explique que la bande magnétique, dinosaure monétaire, n'a pas encore totalement disparu de vos cartes.

Mais cela va changer

En effet, dès les années quatre-vingt, une autre technologie (inventé par le Français Moreno) est apparue : la puce. Il s'agit en fait d'un mini-processeur ; une sorte d'ordinateur nain.

Pour avoir une carte à puce, il suffit d'incruster la puce dans un morceau de plastique. Elle communique avec le monde extérieur grâce à des contacts électriques (c'est les bandes noires sur le machin jaune de votre carte).

Les premiers prototypes ne faisaient quasiment rien, par manque de mémoire et de puissance de calcul. Les banques françaises ont été les premières à appliquer cette technologie pour le paiement.

Depuis plus de quinze ans, en France, c'est la puce qui est lue lors d'un achat dans un magasin. Très longtemps, la France a conservé le leadership de l'utilisation de la carte à puce pour le paiement (norme B0'), grâce notamment au puissant groupe d'intérêt économique Carte bancaire (GIE-CB).

Mais cela a changé

Assez récemment (au milieu des années quatre-vingt-dix), une nouvelle technologie de carte à puce inventée par un consortium américano-européen – Eurocard MasterCard Visa (EMV) est apparue.

Elle va remplacer progressivement l'ancienne technologie made in France (ne pas pleurnicher, des loups mangèrent des loups), et s'imposer comme un standard mondial et, qui plus est, un standard mondial au-delà du domaine monétaire.

C'est à ce moment qu'on revient à l'objet de cet article.

Désormais, la carte à puce, possédant des capacités de stockage et de traitement suffisantes pour enregistrer des données complexes comme des empreintes digitales ou la forme d'un visage, est devenue un véritable système d'information.

De plus, ce système d'information est « verrouillé » par des techniques cryptographiques de pointe. Il est assez simple de lire les



Eduardo Arroyo

données, mais très difficile de les modifier si on n'a pas les clés d'accès.

Cela rend ce support assez sûr (du moins actuellement) pour servir de carte d'identité électronique.

Mais quel est l'intérêt ?

En quoi est-ce mieux qu'un bon vieux visa (ou carte d'identité) en carton, bien de chez nous ? C'est assez simple à expliquer :

Tu donnes ta carte au monsieur qui l'insère dans son terminal. Le terminal lit dans la puce tes empreintes digitales, ainsi qu'un ensemble de données permettant de t'identifier physiquement (couleurs des yeux, des cheveux, taille, etc.)

Le terminal envoie ces données à un serveur qui propage ces informations dans un réseau. L'un des nœuds de ce réseau détecte qu'un individu répondant aux critères a participé à une manif subversive il y a trois ans (grâce au suivi d'une caméra numérique).

Le monsieur te dit : « Désolé, ça va pas être possible ; veuillez me suivre, s'il vous plaît. »

Bien sûr, c'est un scénario paranoïaque – pour l'instant –, mais c'est possible techniquement aujourd'hui, ou demain.

Je pense que c'est cela le rêve des ministres de l'Intérieur qui se sont rencontrés au G5.

Rappelez-vous aussi de cette histoire : le Crédit agricole qui avait introduit des données relatives à l'appartenance ethnique des clients dans ses fichiers bancaires, afin de « rationaliser » les prestations de service. En clair, on va pas donner un crédit à un Arabe, c'est pas sérieux. À l'époque, cela avait fait un petit scandale. Le jour où cette information (vous êtes né à Alger) sera enregistrée dans votre carte à puce, cela ne sera plus de la faute de la banque si elle vous refuse un prêt (l'info vient de vous).

Pour ceux qui pensent que je devrais plutôt me faire soigner (ils ont raison en fait), voici texto la fin de l'article dont je m'inspire :

« Petit à petit, la biométrie s'installe dans des applications quotidiennes, notamment vers des applications grand public comme les cartes à puce. Plusieurs acteurs de la carte à puce comme Schlumberger ou Identix s'intéressent de près à la lutte contre la fraude des cartes bancaires et étudient des techniques qui font appel à l'identification du porteur par l'empreinte digitale ou encore l'iris de l'œil. Les données sont stockées sur la puce et ne peuvent être violées ou modifiées.

» La baisse du coût des matières premières, des puces et des scanners permet d'envisager la biométrie comme une solution abordable pour la sécurité dans l'avenir, et cette évolution devrait dynamiser le marché de la carte à puce. Par exemple, plus de soixante hôpitaux britanniques ont été équipés de la technologie qui permet la reconnaissance des empreintes digitales pour permettre aux employés de consulter les informations



Big Brother is watching you

des patients ou encore d'avoir accès à la salle des médicaments.

» D'autres secteurs étudient les avantages de la biométrie pour sécuriser les transactions sur Internet ou sur d'autres réseaux de données alors qu'aujourd'hui, il suffit d'un mot de passe. »

Conclusion

Le jour où la puce passera de notre carte bancaire à notre carte d'identité, il ne sera plus possible d'aller où que ce soit sans que Big Brother ne le sache. Cette carte pourra servir d'accès aux immeubles, aux magasins, aux moyens de transport.

Elle pourra permettre d'éliminer physiquement les individus non conformes, par le simple fait qu'en tant que non-possesseurs d'une carte valide, il ne pourront plus exister (ni voyager, ni acheter, ni rien faire du tout).

Un autre projet des banques est la suppression pure et simple de l'argent liquide, qui sera lui aussi remplacé par des cartes à puce (Monéo, le porte-monnaie électronique : PME).

À terme, seuls ceux qui posséderont des cartes à puce permettant de recharger leurs PME pourront avoir le droit de posséder de la monnaie. Cela serait un bon moyen d'empêcher toute économie parallèle.

Jusqu'à maintenant, ce projet est un échec en France, et un succès très relatif ailleurs en Europe. Mais les banques progressent petit à petit. Si elles parviennent à leur fin, alors peut-être qu'un jour, des hordes d'exclus s'exileront des cités et fonderont une société nouvelle débarrassée de toute forme de monnaie.

I. I. D.

Passages entre guillemets : source : le Courrier de la monétique, n° 390, 27 octobre 2003.

Riesel enchristé

À LA SATISFACTION GÉNÉRALE de la classe politique, la loi européenne, applaudie par les Verts, qui réglemente l'« étiquetage » et les modalités de la mise sur le marché des OGM va être appliquée. On peut considérer qu'une page est tournée : cette loi consacre l'échec de l'opposition aux OGM en France et en Europe.

Transgénique pour tous !

Dans la lutte contre le génie génétique menée en France depuis le sabotage de Nérac en 1998, certains ont su faire le lien en paroles et en actes entre la critique des OGM et celle de l'organisation sociale qui les a produits, pour remettre en question les fausses évidences d'un « destin technologique » inéluctable, du contrôle et d'une artificialisation de la vie biologique.

On va en prison pour cela

D'autres, les citoyenistes, ont noyé la critique des OGM, et ce qu'elle implique, dans un consumérisme poujadiste anti-« malbouffe ». Martelant que « le monde n'est pas une marchandise », ces confusionnistes évitent soigneusement de critiquer la marchandisation dominante, source de toutes les autres : le travail.

Ainsi, ils refusent de critiquer la fonction même du chercheur, préférant défendre la « bonne » recherche d'État contre la « mauvaise » recherche privée. Comme si, au moins depuis Hiroshima, sans parler des conséquences durables de Tchernobyl, la recherche n'avait pas contribué à créer un monde scientifique dévasté.

Aveuglés par leur succès médiatique, les citoyens-spectateurs regardent maintenant apparaître le monde du tout-transgénique qui, depuis le début, se profilait derrière les OGM.

Pathétiques, ces croisés de la servitude active assistée par ordinateur en appellent encore une fois à l'État pour discuter de la couleur du collier et de la longueur de la chaîne.

Condamné à six mois de prison ferme pour avoir détruit des chimères transgéniques (dans une usine de Novartis, à Nérac, et dans une serre du CIRAD - Centre international de recherche agronomique pour le développement - à Montpellier), René Riesel a été incarcéré à la prison de Mende le 1^{er} décembre 2003. Il a refusé de quémander une quelconque grâce présidentielle et tout aménagement de peine.*

« Il est en prison mais il s'obstine » (chanson populaire).

Quelques ennemis du meilleur des mondes

clo ACNM, BP 178, 75967 Paris Cedex 20

* René Riesel s'explique dans son livre, *Du progrès dans la domestication*, éditions de l'Encyclopédie des nuisances, septembre 2003.

Les comptes du lundi

« Le mal est que toujours
(et sans cela nos gains seraient assez honnêtes),
Le mal est que dans l'an s'entremêlent les jours
Qu'il faut chômer; on nous ruine en fêtes;
L'une fait tort à l'autre; et Monsieur le Curé
De quelque nouveau saint charge toujours son prône. »

AINSI, LE SAVETIER DE LA FABLE (Jean de La Fontaine, 1621-1695) se plaignait-il de l'inconstance de ses revenus, et j'entends là plus de rouerie que de plainte. Sous l'Ancien Régime, l'Église en effet était maîtresse du délassement des travailleuses et de la récréation des travailleurs, à seule fin qu'ils puissent se consacrer à plein temps au Bon Dieu et à ses saints; outre les cinquante-deux dimanches, elle imposait trente-huit jours fériés où tout travail était interdit. Les dikts du Talmud et du Grand Rabbinat sont encore très visibles de nos jours lorsque, un jour quelconque de la semaine pour les goyim, le quartier du Sentier est déserté, toutes boutiques fermées.

Parmi les onze « jours fériés légaux » définis par le Code du travail, il n'en reste que quatre de nature strictement catholique : l'Ascension, l'Assomption, la Toussaint et Noël, institués en l'an X de la République. Le jour de l'an date de 1810, le 14 juillet de 1880, les deux lundis (Pâques, Pentecôte) de 1886, le 11 novembre de 1922, le 1^{er} mai de 1947 et le 8 mai de 1946. Ce dernier fut aboli par de Gaulle en 1961, la commémoration de la victoire de 1945 étant reportée un dimanche (pourquoi cette abolition? Qui protesta le mieux alors, des syndicats ou des anciens combattants? Je ne sais); il fut rétabli par Mitterrand en 1981. Seul, le 1^{er} mai comporte une interdiction légale du travail, soumise à de nombreuses exceptions (la journée est alors payée double). Onze « jours fériés légaux », sauf doublons calendaires, quand Noël tombe un samedi, l'Ascension un 8 mai, le 15 août un dimanche, etc., ce n'est pas trop, si athée soit-on ou antimilitariste.

J'avoue que je n'ai rien compris aux arguments destinés à me faire gober la suppression du lundi de Pentecôte. Je ne suis pas le seul. Un directeur d'études à l'École des Hautes Études en Science sociales (Thomas Piketty, « Jour férié : la double peine », dans *Libération* du 10 novembre), après avoir assez péniblement analysé ces arguments, pointé des contradictions et souligné des inanités, avoue : « La façon dont le gouvernement présente sa géniale trouvaille laisse pantois. »

Il ajoute : « Le fait que les dirigeants du Medef puissent applaudir un tel dispositif en

dit long sur l'obsession anti-RTT qui les anime. »

C'est bien ce qui me semblait a priori : les p'tites embrouilles, les laborieux montages et, comme d'hab' les sournoiseries et coups fourrés, en forme par exemple d'amendements nocturnes à l'Assemblée.

Il est plaisant, par ailleurs, d'observer les autorités catholiques, partagées entre divers opportunistes et contingences où la doctrine compte peu. On a entendu, au début, des évêques faire allégeance aux autorités séculières raffarino-medefiennes, soulignant que ledit lundi est étranger à leur ordo. Certes. Mais, depuis, se sont manifestés, et manifestent avec une véhémence croissante, de bruyants cathos du genre tradi, pour lesquels le week-end de Pentecôte est l'occasion de rassemblements votifs, de marches pèlerines vers Chartres et autres sacrés lieux, de boy-scouteries variées.

D'où : « Rendre ouvré le lundi de Pentecôte occasionnerait des dommages graves à la vie sociale et aux activités religieuses. »

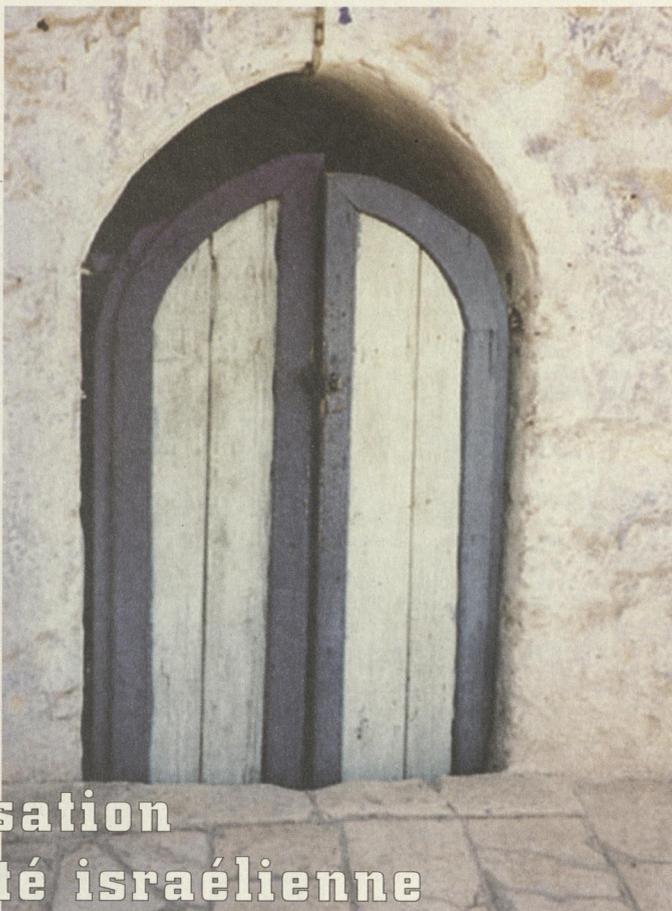
C'était l'archevêque Lustiger de Paris, cité par le *Figaro* du 6 novembre parmi d'autres propos mitrés où le « lien social » (entendre : d'incorruptibles éléments de folklore) et la « solidarité nationale » (entendre : avec l'obligée compassion étatique) peinent à se concilier.

Parmi tous ces embrouillaminis, une question subsidiaire donc : et les vieux dans tout ça ? Le Papa (plan d'aide aux personnes âgées) est devenu PVS (plan « vieillissement et solidarités »). Les personnes âgées ont un ministre, un certain Falco, et il fallut un événement climatique pour révéler son existence. Sans doute haussent-elles de vieilles épaules, malgré le poids des ans, en vertu d'une sagesse qui doit beaucoup à l'expérience.

« La vieillesse nous fait frémir / On ne veut pas croire au pire / [...] Mais peut-être que pour nous / Nous les vieux de demain / La vie aura changé / En s'y prenant maintenant / Nous-mêmes et sans attendre / À refaire le présent... » (François Béranger, *Le Vieux*, 1974).

François Barillet

Alors que les États-Unis font pression par une sanction économique, que le principal syndicat israélien menacent d'une grève générale et que, selon un sondage publié le 23 novembre, plus de la moitié des Israéliens et des Palestiniens soutiennent, malgré les compromis énormes qu'il impose, le plan de paix non officiel mis au point à Genève par des négociateurs israéliens et palestiniens, la volonté déclarée par Ariel Sharon devant les députés du Likoud de créer un « État indépendant » palestinien est-elle une nouvelle manœuvre politique ou un réel espoir de paix ?



La balkanisation de la société israélienne

Michel Sahuc

ISRAËL est en pleine crise morale et économique. Des centaines de milliers de travailleurs immigrés venus d'Asie du Sud mais aussi d'Europe orientale ont remplacé les Palestiniens désormais indésirables. La guerre a ruiné de nombreuses activités. Le chômage et la pauvreté profitent essentiellement aux intégristes qui organisent les laissés pour compte. La droite conserve toujours le projet de reconstituer le royaume mythique de David et Salomon, qui n'a jamais existé, et d'achever ainsi la guerre par une expulsion massive. Ni sa corruption généralisée ni les divagations des intégristes ou de l'extrême droite ne l'ont affaibli. Elle a été aidée par ceux qui, chez les Palestiniens, prônent les attentats suicides et n'auront réussi qu'à souder les Israéliens derrière Sharon. Alors que l'attention du monde est concentrée sur la déclaration de Sharon et la guerre en Irak, une autre guerre éclate en Israël – la guerre de classe. Le ministre des Finances, Benjamin Nétanyahou, a annoncé il y a quelques jours des plans pour diminuer les dépenses du gouvernement de 11,4 milliards de shekels (environ 15 milliards de francs).

C'est que le déficit budgétaire a atteint le niveau sans précédent de 6 % du produit intérieur brut.

Ces deux dernières années, Israël a été frappé par une grave crise économique. Le chômage a augmenté rapidement et touche aujourd'hui près de 15 % de la population active. La bulle spéculative des « nouvelles technologies » a éclaté depuis deux ans et les valeurs de ses actions ont plongé. Dans le même temps, Sharon a concentré tous ses efforts pour réprimer la résistance palestinienne et projette d'aller jusqu'à construire un mur enserrant la totalité de la Cisjordanie. Au début, ce mur avait été présenté comme une barrière « pour se protéger des terroristes », mais Sharon envisagerait de le prolonger. Cela reviendrait à construire une prison massive pour les Palestiniens. Il a aussi augmenté le budget de la défense et de la « sécurité ». En même temps, Sharon soutient les colons et fait de larges concessions aux partis sionistes orthodoxes de l'ultra-droite. Il doit apaiser ces partis afin de les maintenir dans sa coalition.

Michel Sahuc est militant de la FA et du Collectif anarchosyndicaliste La Sociale à Montpellier.

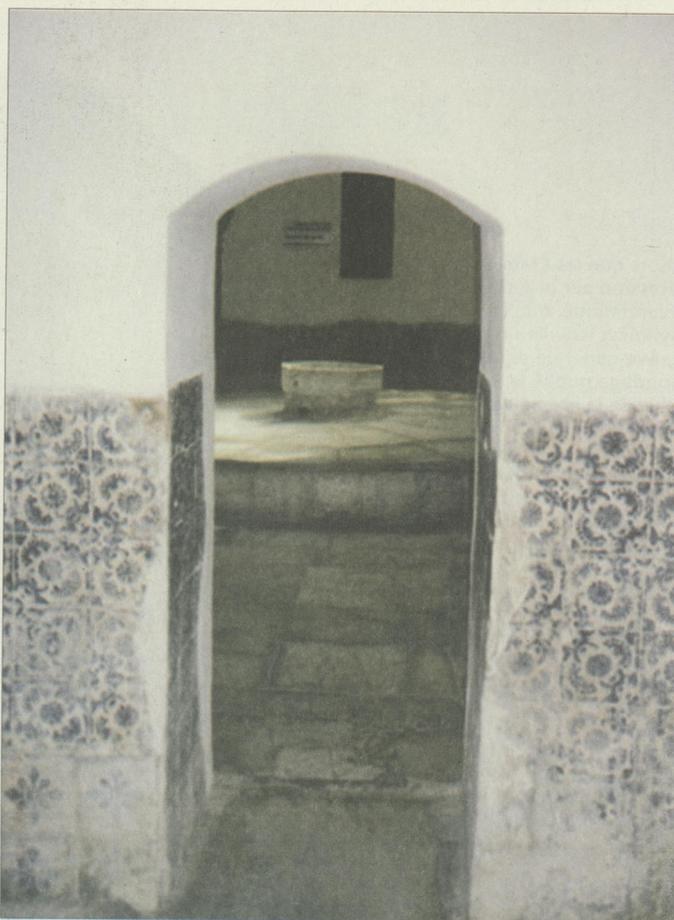
On a donc une récession de l'économie, qui a entraîné la chute des recettes fiscales, et en même temps, une dépense accrue pour la défense aggravant un déficit budgétaire hors de contrôle. Alors, au lieu de diminuer la dépense militaire, Sharon s'attaque aux dépenses sociales. En plus des garanties bancaires, Israël a obtenu en 2003 une aide exceptionnelle d'un milliard de dollars des États-Unis, à la suite de la guerre en Irak, en sus de l'assistance annuelle américaine de près de 3 milliards de dollars, dont 2,1 milliards au titre de l'aide militaire. Récemment, les États-Unis avaient promis 10 milliards d'aide supplémentaire, mais soumise à condition. Nétanyahou, le ministre des Finances, a expliqué que cet argent sera fourni à Israël s'il adopte « un plan économique cohérent ».

Vers la grève générale ?

Ce qui signifie que les États-Unis donneront l'argent à condition que Sharon diminue les dépenses sociales et étende les privatisations. Ceci indique que les alliés des Nord-Américains sont seulement les membres de la classe dirigeante israélienne, car ils ont les mêmes intérêts. Ainsi tandis que les Américains font la guerre à l'Irak, ils poussent Sharon à lancer une guerre contre le peuple travailleur en Israël. Cette attaque sociale a provoqué la réaction de la principale fédération syndicale en Israël, l'Histadrout, qui a exprimé sa colère contre les plans du gouvernement.

En effet, le gouvernement prévoit la suppression de plusieurs milliers d'emplois dans le secteur public et projette également de diminuer les salaires. La Histadrout s'est déclarée en conflit, et ses membres doivent maintenant voter pour ou contre l'action de grève. La grève générale qui se prépare pourrait frapper les services gouvernementaux, la plupart des services de transport, et également des services municipaux, ainsi que de nombreuses entreprises privées, ce qui pourrait paralyser l'économie. Amir Peretz, son responsable a déclaré : « La Histadrout ne sera pas la victime du plan économique, et elle luttera sans compromis pour l'arrêter. Nous n'avons pas l'intention de perdre cette bataille. »

Comme nous l'avons précisé de nombreuses fois, la crise du capitalisme aura inévitablement un effet sur les ouvriers israéliens, comme dans le reste du monde. La bourgeoisie sioniste est parvenue à imposer aux ouvriers israéliens d'être embarqués sur son bateau. Mais qu'est-ce que le capitalisme peut offrir aux travailleurs d'Israël ? Maintenant c'est clair : des coupes dans la dépense sociale, c'est-à-dire dans les pensions, l'éducation, la santé, etc., combinés avec la privatisation des services publics, qui se dégraderaient comme en Grande-Bretagne. C'est un catalyseur pour le réveil de la lutte de classe en Israël, et ce n'est que le début. Une fois que les ouvriers israéliens auront commencé à bouger, leur situation va se clarifier et ils apprendront par leur propre expérience que leur véritable ennemi n'est pas



le peuple palestinien, mais leur propre gouvernement. Les travailleurs israéliens prendront leur véritable place dans un combat qui intéresse aujourd'hui les masses laborieuses des cinq continents.

Un espoir de paix

Pour apaiser leurs craintes au sujet d'un possible démantèlement des colonies juives, Ariel Sharon a donc affirmé, le 23 novembre 2003 devant les députés du Likoud, que « les Palestiniens auront leur "État indépendant" s'ils cessent leurs attaques ». Pour sortir, il aurait l'intention de prendre des mesures « unilatérales », en vue de réduire les attaques anti-israéliennes et d'alléger la pression sur la population palestinienne, sans toutefois préciser la nature de ces « gestes ».

À cette déclaration, le Premier ministre palestinien, Ahmed Koreï, s'est félicité, le lendemain du 24 novembre, de l'intention prêtée à son homologue israélien d'évacuer unilatéralement certaines colonies juives dans les territoires occupés, pourvu que cela indique une volonté de mettre en œuvre la « feuille de route » internationale pour la paix. En effet la

feuille de route, un plan de paix international resté pour le moment lettre morte, prévoit l'arrêt des violences de l'Intifada, le gel de la colonisation israélienne dans les territoires occupés et la création par étapes d'un État palestinien d'ici à 2005. Il insiste pour qu'Israël gèle toute activité de colonisation et renonce immédiatement à poursuivre la construction de la « clôture » de sécurité, condamnée unanimement sur la scène internationale. À son QG de Ramallah, le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a dénoncé le soir même le plan Sharon qui consisterait à démanteler certaines colonies juives isolées avant de fixer les frontières d'un État. Ce qui signifie selon lui qu'ils ne veulent pas faire la paix, car cela irait contre la « feuille de route ».

La droite et l'extrême droite israéliennes ont accentué mardi 25 leur opposition aux « gestes unilatéraux » envers les Palestiniens évoqués par le Premier ministre Ariel Sharon, avec la présentation par les colons d'un « plan de paix » écartant le démantèlement de la moindre colonie. Le plan des colons prévoit « l'éradication du terrorisme, l'abandon du principe de la paix en échange des territoires,

une autonomie administrative pour les Arabes et un accord final régional excluant la création d'un État palestinien ou le démantèlement de colonies », a indiqué un chef colon, Ben Tzvi Lieberman. Selon la radio publique, ce plan prévoit une division des territoires israéliens et palestiniens en 10 cantons. Dans les deux cantons qui leur seraient réservés, les Palestiniens qui en feraient la demande pourraient voter pour les législatives dans le cadre d'un scrutin par canton qui assurerait « une majorité juive automatique au parlement ». Le Premier ministre serait juif, tandis qu'un Arabe pourrait devenir vice-Premier ministre, a ajouté la radio.

Les colons, soutenus par 14 députés de la majorité ont choisi de révéler l'existence de leur « plan » avant le lancement officiel, le 1^{er} décembre, de l'Initiative de Genève. Ce projet d'« accord de paix de Genève », mis au point par des hommes politiques de l'opposition israélienne, offrirait une solution détaillée à toutes les questions de fond du conflit israélo-palestinien, y compris Jérusalem, qui serait divisée, le droit au retour des réfugiés auquel les Palestiniens devraient de facto renoncer, ou encore le tracé des frontières du futur État palestinien comprenant la Cisjordanie et la bande de Gaza, et réglerait le sort des colonies.

La principale formation de l'opposition en Israël, le Parti travailliste, a annoncé ce même jour les grandes lignes de son propre plan de paix. Ce plan est proche de l'Initiative de Genève et préconise la création d'un État palestinien et un retour aux frontières du 4 juin 1967, sauf rectifications pour des motifs de sécurité ou pour inclure des blocs de colonies. Concernant Jérusalem, il prévoit que la ville sainte sera capitale des deux États, Israël gardant la souveraineté des quartiers de colonisation établis dans la partie orientale de la ville annexée après la guerre de juin 1967. Le plan écarte la reconnaissance du « droit au retour » pour les réfugiés palestiniens et leurs descendants, qui sont près de 4 millions aujourd'hui, de crainte que cela ne remette en cause le caractère juif de l'État d'Israël.

En cas d'échec des négociations, le Parti travailliste propose une « séparation unilatérale » d'avec les Palestiniens et, en attendant la conclusion d'un accord de paix, la poursuite de la construction de la ligne de sécurité mais au plus près possible de la frontière entre la Cisjordanie et Israël.

Le plan a été approuvé par l'ancien chef d'état-major Amnon Lipkin-Shahak, lui-même l'un des promoteurs de l'Initiative de Genève, en présence du chef du parti, l'ancien Premier ministre Shimon Pérès. D'autre part, les États-Unis ont annoncé, qu'ils allaient déduire cette année de 289,5 millions de dollars les garanties bancaires à Israël. L'administration Bush pénalise ainsi l'État hébreu pour ses activités de colonisation dans des régions palestiniennes. Cette somme correspond en effet au montant évalué par Washington de la construction dans

les colonies juives, à laquelle les États-Unis sont opposés, et inclut aussi le prix de la construction des segments de la « ligne de sécurité », qualifiée de « mur de l'apartheid » par les Palestiniens, qui s'enfoncent profondément en Cisjordanie malgré l'opposition de l'ensemble de la communauté internationale. Derrière ces sanctions politiques, ne se cacheraient-ils pas une sanction d'ordre économique? Peut-être que Nétanyahou, le ministre des Finances, n'adopte pas assez rapidement le « plan économique cohérent » que veulent imposer les États-Unis à l'Israël. C'est pourquoi la ministre israélienne de l'Intégration des nouveaux immigrants a minimisé les mesures prises par les États-Unis pour sanctionner la politique de colonisation des territoires palestiniens. « Ces mesures font partie de nos ententes tacites, et cela ne doit pas nous inquiéter », a affirmé Mme Tzipi Livni à la radio publique israélienne. « L'important pour nous, c'est que la clôture de sécurité englobe un maximum de nos ressortissants » colons, a-t-elle ajouté.

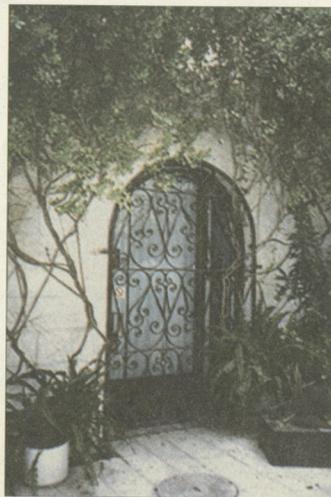
Toute cette mascarade politicienne entre les acteurs de la politique nationale israélienne et le pouvoir états-unien nous démontre encore une fois le cynisme de ces deux États théologiques et capitalistes. Dans son ouvrage¹ Michel Warschawski montre de façon convaincante que le sionisme, philosophie de la séparation, encore récemment prônée par Ehud Barak, n'a aucun avenir et que le ghetto qu'il a réalisé au sein du Moyen-Orient arabe n'a même rien à voir avec les anciens ghettos et mellahs de la diaspora qui demeuraient des lieux d'échange entre populations voisines.

La seule solution est de faire vivre ensemble des communautés dont les ancêtres ont, certes, des histoires très différentes mais qui ont en commun de vivre et de vouloir vivre sur une même terre. Face à ce problème est envisagée la création d'un État démocratique binational où chaque nation pourrait s'autogérer librement en conservant toutes ses caractéristiques culturelles et dont les structures seraient telles qu'aucune des deux communautés ne craigne d'être écrasée par l'inflation numérique de l'autre. Bien entendu la loi du Retour serait abrogée, sauf pour les 350 000 habitants des 150 colonies juives établies en Cisjordanie et à Gaza...

De notre avis cette solution étatique nécessairement autoritaire ne fera qu'entretenir les nationalismes, sources de guerres. La formation d'un tel État reste dangereuse et illusoire. La solution reste celle d'une fédération autogestionnaire communiste libertaire qu'il est impossible de penser sans un changement profond des mentalités, et des transformations sociales. Cela fait nécessairement appel à la responsabilité et à la volonté des différentes communautés de vouloir coexister pacifique en rejetant l'aliénation théologique et marchande.

M.S.

1. Michel Warschawski, *Israël-Palestine, le défi binational*, Textuel, coll. La Discorde.



Quand les recruteurs évangélisent les chômeurs

CECI N'EST PAS UNE ANECDOTE : elle dépasse le niveau anecdotique. C. T., chômeur de longue durée, toujours « en recherche d'emploi », sous peine de passer brutalement dans la catégorie RM1ste, comme tant d'autres chômeuses et chômeurs en fin de droits, en janvier 2004 prochain, répond début septembre 2003 à une annonce par courriel. N'ayant toujours pas de réponse, au bout d'un certain nombre... de mois, il renvoie un courriel à l'annonceur :

« Monsieur,

J'avais postulé en ligne le 26 septembre dernier, soit deux mois! Je salue votre politesse à ne pas avoir, au moins, accusé réception de ma candidature. Décidément, on vit une époque formidable! Vous nous prenez vraiment pour moins que rien. Ce n'est pas parce qu'on est à la recherche d'un emploi qu'on est de la m... et que le B. A. BA de la politesse et de la courtoisie nous est dorénavant interdit... Ce n'est pas un resp. comm que vous devriez embaucher, mais un chargé de la politesse élémentaire.

Une merde de chômeur, qui ne mérite visiblement pas qu'on accuse réception de sa candidature. »

Réponse du recruteur au postulant :

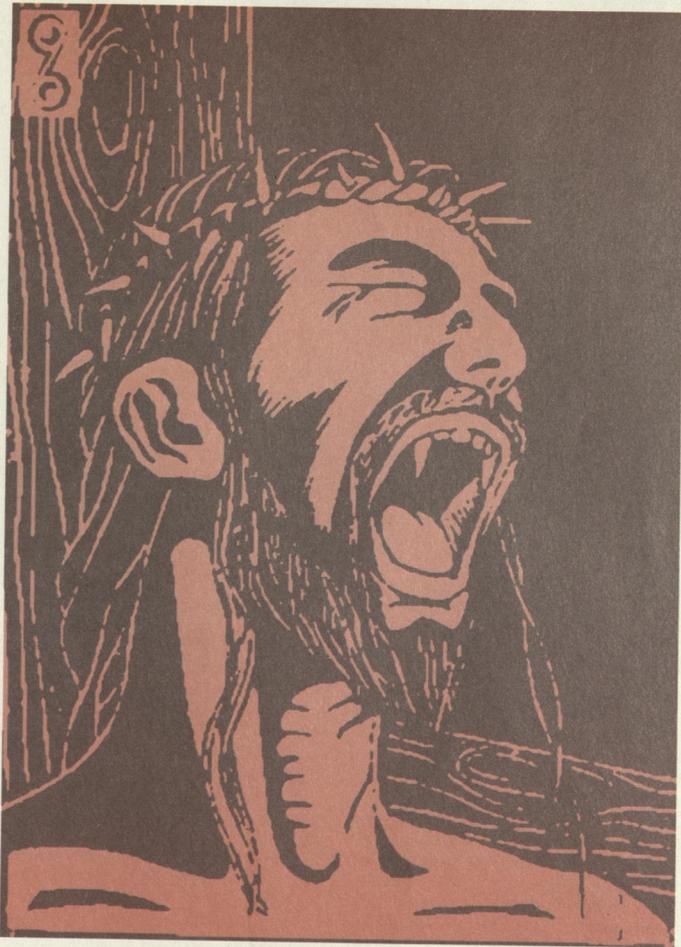
« Monsieur CT,

J'ai bien reçu votre message qui me reproche mon silence. Vous avez parfaitement raison; j'aurais dû accusé réception de votre candidature, et je suis bien d'accord avec vous sur le fait que nous vivons dans une époque bien « déshumanisée » où même les plus sensibles d'entre nous se laissent glisser vers l'indifférence générale.

Je suis vraiment désolé d'avoir ajouter (sic) à vos blessures de chercheur d'emploi et soyez sûr, Monsieur, que je ne vous prends pas pour de la merde. Chaque histoire d'homme est une histoire sacrée. Je viens de relire attentivement votre dossier pour lequel je n'ai pas répondu car il ne s'inscrivait pas directement dans mon cahier des charges particulièrement pointu en terme de marketing-communication B to C en ligne.

Par ailleurs, et ce n'est pas excuse, j'ai reçu sur cette offre plus de 500 réponses, et il m'aurait fallu rencontrer plus de 100 personnes, ce qui m'était matériellement impossible dans le cadre de cette recherche. Cela n'est ni une excuse, ni une explication, simplement une information.

Je vous souhaite bonne chance dans vos recherches Monsieur T [...], et si vous avez besoin de parler à un homme pour exprimer



un trop-plein de doutes, de tristesse et d'amertume, ou avoir quelques conseils, n'hésitez pas à appeler Caroline, au [...] qui vous donnera un RDV. Veuillez trouver ici, Monsieur, l'expression de mes sentiments dévoués les meilleurs.

N. B. : j'ai eu moi-même une longue période de doutes, de recherche d'emploi et d'angoisses devant mes responsabilités de chef de famille. Aucun d'entre nous n'échappe à cette solitude sournoise qui nous ronge et nous désespère. Dans ces temps de solitude, j'ai personnellement trouvé un

grand secours dans l'engagement associatif et dans la prière.

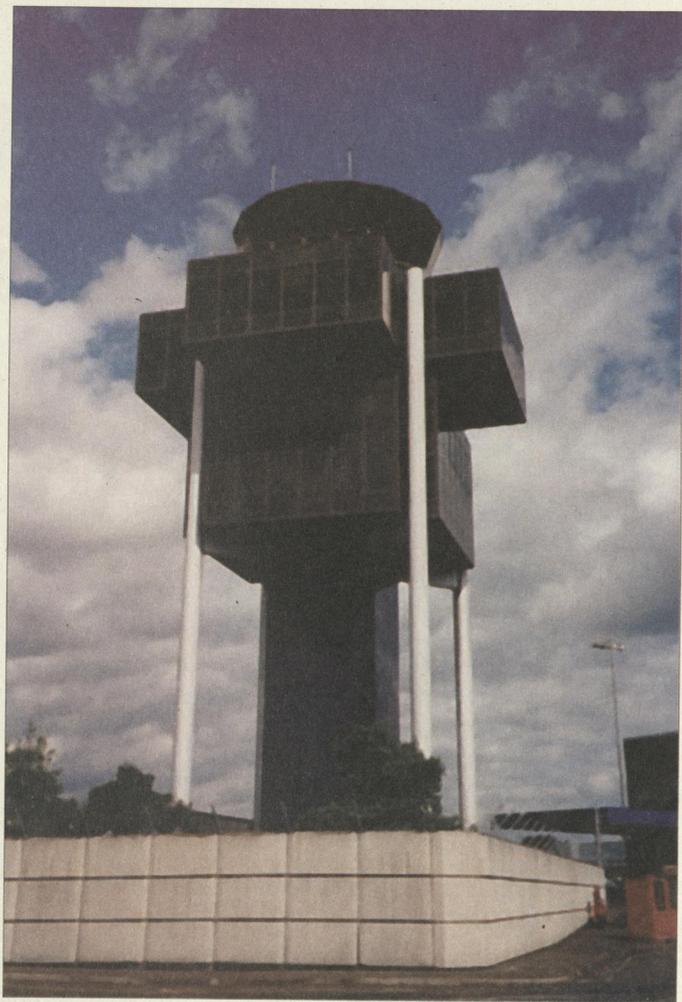
Hervé Z [...]

Et voilà, c'est pas beau ça? Ça revient à d'une pierre religieuse: deux coups! Le recruteur en question se dédouane de toute culpabilité chrétienne... Et, de plus, il renvoie sur son assistante, Sœur Assedic, recruteuse d'âmes chômeuses perdues, les égaré.e.s qui y croiraient encore. À gerber et à se mettre *ad vitam aeternam* en longue maladie définitive!

Pat

Les mégalos nous mènent en bateau

Après trente ans de tergiversations, après un premier feu vert du gouvernement Jospin, le gouvernement Raffarin a donné son accord pour la construction d'un aéroport à Notre-Dame-des-Landes.



Hervé

AU-DELA DE L'AFFRONTEMENT verbal, parfois salutaire pour une certaine vitalité démocratique, c'est la nécessité d'un regard partant vers l'avenir qui est apparue. Cette vision de l'avenir est la condition pour que notre territoire reste attractif, notamment pour les plus jeunes. »

Telle est la conclusion de la contribution au débat des présidents des conseils de développement de Nantes, Saint-Nazaire, Rennes et Angers, bien entendu favorables à la construction de cet aéroport.

En gros, on vous a entendus, on vous a même laissé gueuler, histoire de donner un vernis démocratique à cette parodie de débat... Maintenant, la récréation est terminée, c'est l'avenir de nos enfants qui est en jeu, soyez sympas quoi!

Ce débat public lancé en décembre 2002 n'a pas permis aux opposants d'avoir gain

de cause: comment aurait-il pu en être autrement?

L'ensemble des décideurs politiques (mairies et communauté urbaine de l'agglomération nantaise, conseils généraux et régionaux des PdL et de Bretagne) et économiques (chambre de commerce et d'industrie, entreprises de BTP, Medef) étaient de fervents supporters de ce projet.

Les élus sont censés incarner « l'intérêt général ». Les entrepreneurs sont censés apporter du « dynamisme » à la région: leur lobbying a fort bien fonctionné, souvent relayé par les directions d'organisations syndicales (par le biais du conseil économique et social régional), pour qui tout ce qui sert l'emploi est bon à prendre.

Il y aurait donc consensus autour du « développement ». La démocratie consisterait-elle seulement à installer des talus

Hervé est militant au groupe FA de Nantes. Ce texte a été écrit à partir d'un tract distribué lors de la manifestation du 22 novembre 2003 dans les rues de Nantes contre le projet d'aéroport, qui a rassemblé près de 1500 personnes.



« Outre le fait de refuser énergiquement ces projets, il est nécessaire également de se poser la question de la finalité de la production et du travail. »

coupe-bruit et à dévier de quelques degrés la direction des pistes ?

Des besoins ? Les besoins de qui ?

Manger, boire, se vêtir, se loger, se cultiver, se soigner, s'éduquer, s'amuser, se déplacer... Cette question du besoin et de l'intérêt collectif est centrale : elle touche à notre humanité même. Pourtant, n'avons-nous pas abandonné à certains le droit d'exprimer ces besoins ?

Selon ses zéloteurs (pouvoirs politiques et économiques), l'aéroport actuel de Nantes-Atlantique arrivera bientôt à saturation avec ses deux millions de passagers annuels, trois millions dans moins de dix ans. Ainsi, des soi-disant élites prétendant qu'il ne peut en être autrement, qu'on ne peut arrêter le progrès : eux sont modernes, eux savent exprimer ce qu'est l'intérêt général.

L'éditorial intitulé « Grandir pour un meilleur avenir » de Jean-Marc Ayrault (maire de Nantes) dans le *Nantes-Passion* de novembre 2003 est l'expression même de cette « modernité », qui revient à faire de Nantes une ville réservée aux classes moyennes et aux « bobos » (bourgeois bohèmes), forcément valorisante pour son « personnel » politique.

Mais, en grattant un peu, on s'aperçoit que ces « besoins » sont avant tout ceux que le système économique (qu'on appelle capitalisme) suscite auprès des personnes solvables : ce sont ses besoins propres. Car le système capitaliste est face à un dilemme : croître ou mourir, croître au prix d'incroyables gaspillages et, surtout, au prix de l'oppression des peuples du Sud, afin d'exploiter leurs richesses naturelles.

Or notre planète est un système fini. L'expansion de l'activité humaine ne pourra croître infiniment. Face aux projets pharaoniques (infrastructures de transport et d'énergie) par lesquels les États et la Commission européenne veulent relancer la sacro-sainte croissance, il est temps de reprendre la main.

Car de qui se moque-t-on ?

On nous promet des investissements censés répondre à l'intérêt général : un aéroport et des lignes à grande vitesse servent en premier lieu aux besoins des personnes et surtout des entreprises qui ont les moyens de s'offrir ce genre de déplacement (leurs salariés étant parfois contraints à se déplacer du fait d'une

clause de mobilité dans leur contrat de travail, sans souhaiter particulièrement ces trajets).

Les élites se félicitent du fait que les compagnies aériennes à bas prix vont permettre de « démocratiser » les trajets en avion. Ils prétendent même que « la réalisation d'un aéroport est un outil de développement permettant de multiplier les échanges et de rapprocher les hommes » (toujours les conseils de développement de Nantes, etc.). Quelle farce quand on sait tous les moyens mis en œuvre par les pays d'Europe pour empêcher les personnes étrangères désargentées, comme les demandeurs d'asile ou les personnes cherchant à rendre une simple visite à leur famille, de parvenir « chez nous ».

Des besoins non satisfaits, oui !

Parler de besoins, c'est donc parler de celles et de ceux dont les besoins vitaux sont loin d'être satisfaits, y compris dans nos contrées dites riches. C'est pointer à Nantes la question de la cherté et de la « pénurie » du logement, résultat d'une politique d'expansion de la ville qui vise à attirer d'abord des classes relativement aisées. C'est pointer en France la montée des inégalités liées aux diverses mesures gouvernementales (niveaux des retraites en forte baisse, abandon de services publics de proximité) ou patronales (accords Unedec par exemple signés avec des syndicats complaisants).

Plus grave : le pouvoir s'attaque aux personnes les plus modestes, que ce soit pécuniairement ou sécuritairement, mais aussi symboliquement. Car non content de dégrader les conditions de vie des personnes les plus défavorisées, il cherche à nous culpabiliser sur le thème de l'abandon des personnes âgées, sur le gaspillage de l'eau ou de l'électricité pendant la canicule et, tout récemment, en mettant à l'index des personnes de plus de 55 ans, dont la sortie de l'emploi est dissimulée par des arrêts maladie qui plomberaient la Sécu, etc.

Parallèlement, l'État, et ce n'est pas nouveau, participe au nom de l'intérêt général au développement capitaliste, en accordant généreusement des exonérations de charges aux entreprises, ainsi que des subventions permettant notamment de pallier les défaillances des grands patrons (dans les banques et l'industrie) ou de satisfaire par exemple les lobbies de l'agro-business, conduisant à des gaspillages délibérés (irrigation de cultures industrielles subventionnées, assèchement de zones humides).

Mais les subventions se font surtout par une politique de « grands travaux », dont une grande partie ne bénéficie guère à la population, si ce n'est sous forme d'emplois (donc aussi d'exploitation). Car quel est l'intérêt pour la grande partie de la population du développement du complexe militaro-industriel (porte-avions ou technologies du tout-sécuritaire, par exemple), d'infrastructures de « démenagement du territoire » comme la multiplication d'autoroutes ou d'aéroports ?

Quelle finalité économique ?

Pour revenir au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, un projet adjacent est de le mettre en liaison (« hub ») avec de grosses infrastructures routières, créant un afflux de camions, ainsi qu'avec le TGV. Bref, tout le confort à la porte de celles et de ceux qui ont les moyens. Il faut savoir que ce « confort » qu'apporte la recherche de vitesse se paiera alors au prix fort. Car tout cela nécessite une énergie phénoménale, qu'elle soit sous forme d'hydrocarbures ou d'électricité.

Or la région est déficitaire en électricité (on peut même parler d'organisation de la pénurie avec la mise en sommeil de deux tranches de la centrale thermique de Cordemais). Aujourd'hui, il est notamment impossible d'électrifier la voie ferrée de la Roche-sur-Yon pour cette raison. Avec les projets mégalomanes de développement de la « métropole Nantes-Saint-Nazaire », chers autant à la droite départementale et régionale qu'à Jean-Marc Ayrault et Cie, les besoins énergétiques seront en forte progression et on nous mettra alors devant la « nécessité » de nouvelles sources d'énergie : et c'est là que les mêmes « responsables » politiques et économiques nous resserviront l'avenir radieux-actif avec une centrale nucléaire de 3^e génération en Basse-Loire.

Ce confort-là, franchement nous n'en voulons pas, parce qu'il sera réservé à une minorité de personnes aisées et parce qu'une majorité de la population en subira les retombées.

Outre le fait de refuser énergiquement ces projets, il est nécessaire également de se poser la question de la finalité de la production et du travail : travailler pour faire vivre un système ou travailler pour répondre à des besoins. Même la notion des besoins et de leur maîtrise doit être débattue. H.

Champagne & boucheries

HORREUR ET BARBARIE – voilà ce qui, en ce 11 novembre 2003, persiste et signe de la guerre 14-18 rengagée dans la machine commémorative qui alimente exégèses, boursoufflures et déplorations médiatiques. Les gros slogans moteurs de mobilisation : Patrie, Nation, Drapeau, Honneur, Civilisation, ne parviennent plus à décaniller des champs du déshonneur de l'humanité où ils ont enfoui leurs millions de victimes, et qu'aujourd'hui politiciens et médias foulent « graves » de leurs escarpins lustrés où se mirent ces images : cimetières qui s'étendent « à perte de vie », cadavres de soldats entassés dans les tranchées, boum-boums, ruines, ruines à n'en plus finir – sinon en carcasses et camaïeu de gris.

Mémoire enkystée

La commémoration (celle qui commet morts sur morts!) enkyte la mémoire vive dans une simple journée – fériée, encombrée d'images et de verbiages. On peut prendre, pédagogie oblige, les enfants en « otage » (de tout ne fait-on pas, aujourd'hui, otage?), cela n'engage à rien : nulle suite véritable n'est donnée au tragique historique, ni dans l'école ni dans la vie quotidienne, pas plus qu'on ne le voit prolonger ses impacts dans l'organisation de la planète entière. On disait de cette « Grande Guerre » qu'elle serait « la der des der », dernière toute – tant il semblait qu'horreur et barbarie avaient atteint leurs limites humaines. Et voici que l'histoire l'érige toute première, initiatrice, matrice monstrueuse grosse des horreurs et barbaries ultérieures, qui tant débordent, elles, les limites humaines (camps de la mort, explosion atomique, régimes de terreur), que la Grande Illusion perdure et prospère de croire que l'on puisse être désormais à l'abri de plus pire.

Le retour commémorial, enkytant l'événement, occulte ce qui est l'essence même de la mémoire : à savoir qu'elle est élan vital (Bergson), intense activité de la vie psychique (émotion, sentiment, pensée, mouvement), dans la durée et ici et maintenant – soit, sous le funèbre éclairage 14-18, les guerres, conflits et terreurs qui se déroulent sous nos yeux et nous impliquent en tant qu'êtres vivants, êtres humains, citoyens, survivants. 14-18 fut la « Grande Boucherie » : la mémoire ne serait que faux semblant si elle ne s'y plonge avec force, acuité, surconscience (l'inconscient collectif en fait de toute façon recel), si elle ne prend racine indélébile dans les sangs versés,

massacres, épouvantes, veuves, orphelins et familles détruites, tous relégués dans l'oubli. Plus profondément et plus fidèlement elle s'enracine dans ce terreau d'horreur, plus vive et plus intense elle rejaillit sur notre présent, pour le saisir, le ressaisir, le débusquer en y plantant les griffes féroces d'hier. S'effritent alors slogans, bonnes causes et nobles principes, pour laisser apparaître dans sa nudité ignoble l'œuvre de boucherie qui aujourd'hui débitée sur les étals variés de la barbarie, se poursuit à travers toute la planète – « petites boucheries » au rabais qui se donnent les coudees franches, jouant même au pittoresque, pour dépecer à chaud ou à froid « la chair pantelante de l'humanité » (Péguy).

Onu démissionnaire

Le triomphe des fascismes et des totalitarismes entre les deux guerres relève de causes multiples sur lesquelles les idéologies, tant historiques que politiques, continuent de faire leurs gammes. Mais il ne fait guère de doute que la posture démissionnaire adoptée à des moments cruciaux par les démocraties, velléitaires, rongées de l'intérieur, joua un rôle déterminant (guerre d'Espagne, Munich). Pourtant, nulle leçon n'en a été tirée par les instances planétaires d'aujourd'hui – notamment l'Onu – qui, sur tribunes et écrans, affichent même assurance, mêmes « convictions » (terme aussi honorable que mortifère), même pusillanimité face à des défis avérés et sanglants. Les errements démissionnaires d'hier se poursuivaient, alors que les situations actuelles, mieux cernées, se prêteraient à de pertinentes interventions. Le conflit israélo-palestinien, qui végète, presse en vue d'une action onusienne réfléchie et décidée qui mènerait les frères ennemis à au moins temporiser. Quant à l'abstention politique systématique de l'Onu en Irak, elle relève vraiment de l'infantilisme. Tenue à l'écart par les Américains, et tombant dans le piège médiatique qui diabolise l'affaire en la traitant en bras de fer Bush-Saddam, une Onu dépitée laisse assassiner ses fonctionnaires, répond aux attentats qui frappent les organisations internationales, la Croix-Rouge, les ambassades, en laissant le champ libre aux terroristes. Une chose fut de refuser d'entrer en guerre aux côtés de la coalition anglo-américaine – tout autre chose est de refuser aujourd'hui d'« entrer en paix », de jouer son rôle, proprement vital, dans un pays abîmé par trente années de dictature et d'aliénation. Et c'est

ainsi que les télé, frustrées de toute perspective politique, nous reflètent les mêmes images quasi hallucinatoires : tank israélien en territoire occupé alternant avec tank américain dans Bagdad, au milieu d'« indigènes » (ainsi sont-ils donnés à voir) en colère – mais tout de même conscients de n'avoir point affaire à des soldats russes exerçant en une Tchétchénie dont l'Onu oublie l'existence.

Émotion dînatoire

L'abêtie, la radoteuse télé nous réserve parfois de drôles de surprises, en coup double. Une chaîne « people » nous surprend, un soir, en faisant retour sur la guerre en Bosnie : se lèvent alors en nous les images de l'odieuse dictature du bourreau de Belgrade – assassinats, viols, déportations, massacres, charniers, etc. Mais cela, ô steupeur, au cours d'un dîner mondain, un de ces dîners-show que règle la lippe pendue d'un maître des lieux et de cérémonie, l'animateur Thierry A., qui, à ses invités de marque (issus des fabriques politique, intellectuelle, artistique), offre au dessert une sacrée surprise : sont introduits deux journalistes, un jeune Français, auteur d'une biographie de l'un des invités présents, BHL, et un Bosniaque, présenté en un scoop mélodramatique : voici l'homme qui a sauvé la vie à BHL ! (Dévalant une colline, au cours d'un tournage, sous les obus de mortiers serbes, le Bosniaque se jeta sur BHL et la plaqua au sol, à l'instant même où un engin explosait tout près d'eux.) Intense moment d'émotion dînatoire, épice de propos sur une ex-Yugoslavie déjà engloutie dans l'oubli. Et ça cause, convivialement, tandis que les plats passent, convivement appréciés, et qu'un « garçon » tourne derrière chaque convive pour remplir, parmi les sept ou huit verres colorés, les flûtes à champagne. Le biographe, dînant, allume une cigarette – volutes de fumée léchant l'éclat des luminaires. Fort volubile, il en allume une autre, puis une autre, au grand dam de sa voisine, dame d'un certain âge, qui se tourne poliment de l'autre côté.

Nappé consensuel d'une télé à l'estomac. Les retours de guerre sont solubles dans le champagne et s'envolent en fumée vers les lustres étincelant de mille feux. Verra-t-on demain l'Arlette-LO et l'Ernest-Medef échangeant de galants et policés propos sur la valeur comparée des gombos et des rutabagas ? « Bon appétit, messieurs ! » (Victor Hugo).

Roger Dadoun

Les féministes se dévoilent

« Le voile démontre que les acquis sont toujours fragiles et que le combat et la réflexion féministes, loin d'être dépassés, sont plus que jamais actuels. »

NOUS qui nous réclamons du mouvement féministe et y participons, parfois depuis les années soixante dix, nous voyons dans la querelle du voile un symptôme de régression à l'œuvre dans notre société.

Tout notre combat a contribué à faire reculer la coutume qui opprime le plus faible au profit de la loi qui le libère. Interdits sur la liberté de disposer de son corps, viol, inceste, violences conjugales, excision... faisaient et font partie de la tradition millénaire de domination des hommes sur les femmes. Les lois conquises - sur l'avortement, le viol, la parité... - ont gagné du terrain sur la violence et l'obscurantisme.

Et voilà qu'une nuée de voiles exhibée par des adolescentes qui font consciemment ou pas le jeu des intégristes, remet en cause les principes fondateurs de la République et en même temps les acquis de notre mouvement.

Par quel enchaînement de démissions et de lâchetés en sommes nous arrivés là ? Comment peut-on en effet confondre soumission volontaire et libre choix, tolérance et absence de tout interdit, respect des cultures et complaisance à la barbarie ?

Il n'y a pas à tergiverser.

Le voile est humiliant pour les femmes qu'il assigne à une place de proie et pour les hommes qu'il assimile à des prédateurs.

Le voile est une trahison pour toutes les musulmanes qui ici et ailleurs se sont battues pour ne plus le porter.

Le voile est le signe que le patriarcat que l'on croyait bien fatigué, renaît de ses cendres sous sa forme la plus rétrograde et virulente : l'islamisme radical. Celui-ci rencontre le soutien complaisant de ceux qui naguère fustigeaient « l'opium du peuple » : une grande

partie de l'extrême gauche, des mouvements altermondialistes et même certains « féministes »... Sans compter bien sûr celui des Églises, trop heureuses de pouvoir soutenir une offensive antilaïque.

Le voile est un test : déjà sont remis en question, ici et là, la mixité des classes et celle des heures de piscine, les programmes scolaires, la neutralité du service public hospitalier, judiciaire ou universitaire. Accepter le voile, c'est ouvrir la porte à d'autres demandes et d'autres surenchères.

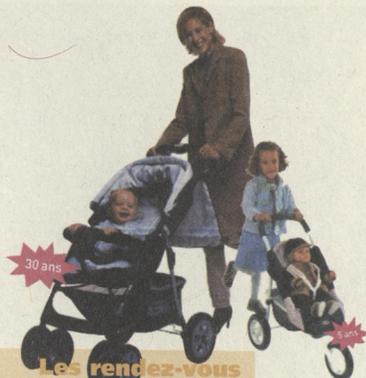
Le voile démontre que les acquis sont toujours fragiles et que le combat et la réflexion féministes, loin d'être dépassés, sont plus que jamais actuels. La lutte exemplaire des « Ni putes, ni soumises » est là pour le rappeler.

Nous sommes sensibles aux difficultés rencontrées par les jeunes filles issues de l'immigration. Seule une loi les protégera de la contrainte du voile : celles qui le refusent et celles qui y voient le seul moyen de se soustraire aux agressions machistes. Seule une loi soutiendra les paroles des musulmans laïcs alliés de la République et dissociera l'Islam de ses dérivés les plus archaïques.

Des féministes de la première heure : Catherine Deudon (auteure de Un Mouvement à soi. Images du Mouvement des femmes), Liliane Kandel (coauteure de « Chroniques du sexisme ordinaire » publiées sous la direction de Simone de Beauvoir dans Les Temps modernes), Annie Sugier (présidente de la Ligue internationale du droit des femmes) et Anne Zelensky (présidente de la Ligue du droit des femmes, cofondée avec Simone de Beauvoir, auteures de Histoires du MLF) Contact : Ligue du droit des Femmes, Tél : 01 45 85 11 37

Le Monde libertaire a souhaité publier le texte ci-contre, qui présente de façon claire quelques uns des enjeux du voile. Un commentaire cependant sur la revendication d'une loi : nous anarchistes, nous nous interrogeons en permanence sur l'utilité des lois votées par les gouvernements qui se succèdent, en raison en particulier des difficultés à les faire appliquer dans la réalité. Par exemple : l'avortement est légalement autorisé mais les délais d'attente dans le secteur public renvoient trop souvent les femmes vers le secteur privé - et ses actes supplémentaires pour faire de l'argent ; ces délais sont parfois si importants, notamment en été, qu'ils peuvent mettre les femmes dans la situation d'illégalité. Après de longues années de luttes, la contraception est autorisée mais est mal ou pas remboursée (les pilules les plus récentes ne le sont pas du tout) ; l'information est peu accessible et les moyens de centres de planning et d'information diminuent continuellement.

Dans le domaine du rapport entre les religions et la société, la loi de 1905 qui a officialisé la séparation de l'Église et de l'État en France n'a pas été votée sans bagarres. Par ailleurs, elle a subi de nombreuses attaques au fil des années : elle ne s'applique pas en Alsace et en Moselle ; les lieux de culte peuvent être partiellement financés par les deniers publics ; l'implantation de l'Église catholique, très importante dans les écoles privées, est très largement subventionnée par nos impôts (rémunération des enseignants, etc.). Et n'oublions pas le voyage du pape en France en 1996, qui a bénéficié de tant de subsides de l'État français, soi-disant laïc. Dans tous les lieux publics, au travail, comme dans la rue et dans les quartiers, reprenons le combat d'une laïcité totale ; revendiquons la liberté d'être athées, agnostiques et même anticléricaux et opposons nous sans cesse aux religieux de tous voiles qui veulent nous opprimer. Comme les auteures du texte, « sensibles aux difficultés rencontrées par les jeunes filles issues de l'immigration » - difficultés rencontrées aussi par les jeunes hommes -, nous participons aux luttes contre les discriminations, contre le racisme, contre les ghettos qui marginalisent : ce sont ces faits qui ont engendré les souffrances de tant de personnes et qui expliquent, pour partie, ce type de repli communautaire.



**Les rendez-vous
de la campagne**

À Paris

- Dimanche 14 décembre, à partir de 19 heures: restaurant de soutien à la campagne contre les jouets sexistes à la Rôtisserie, 4, rue Sainte-Marthe, Paris 10^e.
- Jeudi 18 décembre, à 19h45: Conférence-débat *sexisme et littérature de jeunesse* avec Adela Turin, de l'association « Du côté des filles », en collaboration avec la librairie Quilombo. Au CICP, 21 ter, rue Voltaire, Paris 11^e.
- Samedi 20 décembre dès 14 heures: manifestation avec spectacle de marionnettes « La Fée Ministre », à ne pas manquer, devant le Printemps, à l'angle de la rue Caumartin et de la rue de Provence, Paris 9^e.
- Dimanche 21 décembre: action festive dans un supermarché; rendez-vous à 14 heures place du Châtelet.

À Toulouse

- Mercredi 11 décembre, action festive dans un supermarché.
- Samedi 14 décembre, manifestation avec théâtre de marionnettes.

À Rennes

- Samedi 13 décembre: action festive dans un supermarché.

À Orléans

- Lundi 8 décembre, à 20h30, débat « Noël 2003: pas de cadeaux pour le sexisme », à la Maison de la musique et de la danse de Saint-Jean-de-la-Ruelle.
 - Mercredi 17 décembre, dès 14h30: action « les jouets inversés », dans le centre ville.
- Pendant toute la campagne, distribution de catalogues de jouets antisexistes, de tracts et de flyers... (disponibles sur demande).

Contacts

Collectif contre le publisexisme,
145, rue Amelot, Paris 11^e, 06 68 44 01 50.
Du côté des filles,
33, villa Wagram, Paris 8^e, 01 40 55 04 07
Mix-Cité, 4, square Sainte-Irénée, Paris 11^e, 06 25 18 73 60
Panthères Roses, pantheresroses@no-log.org

Pas de cadeaux pour le sexisme !

À l'approche de Noël et pour la deuxième année, des associations féministes organisent une campagne pour dénoncer le sexisme dans les jouets pour enfants.

EN CETTE PÉRIODE DE FIN D'ANNÉE, les enfants sont la cible privilégiée des publicitaires et commerçants. Nos boîtes à lettres sont envahies, entre autres, par les catalogues de jouets. Un bref coup d'œil suffit pour constater que ces catalogues sont divisés en deux parties bien distinctes; le « monde des filles » baigne dans le rose et s'oppose à « l'univers des garçons » aux dominantes bleues. Quant au contenu des pages, il est la vitrine de notre société patriarcale, société qui se caractérise par une assignation de places et de rôles différents et hiérarchisés selon que l'on soit femme ou homme.

Le choix, ou plutôt le non-choix, de jouets présentés aux enfants les conduit à interioriser des comportements normés propres à leur genre: soumission, passivité, paraître pour le genre féminin, agressivité, puissance et domination pour le genre masculin.

Apprendre à faire comme maman

On prépare les filles à un futur rôle de mère (poupées en tout genre) et de parfaite ménagère (fer à repasser, dinette, aspirateur, etc.) en leur rappelant qu'elles doivent tout mettre en œuvre pour plaire aux garçons selon des critères de beauté imposés (boîte de maquillage, modèle de la poupée Barbie).

Tu seras un homme mon fils

Du côté des garçons, c'est la valorisation du règne de la violence; les jouets guerriers emplissent les rayons et leur descriptif utilise

le même vocabulaire que celui du matériel employé dans les « vraies » guerres (longueur de portée de tir, lance-missiles, etc.). Réservés aussi aux garçons les domaines de la science (panoplie de médecin, tandis que celle de l'infirmière est aux pages des filles, petit chimiste),

voitures, garages, mallettes de bricolage). Enfin, les jouets qui leur sont proposés véhiculent la puissance (Action man super musclé) et l'esprit de compétition (circuit auto, baby-foot).

On retrouve donc à travers les jeux proposés aux enfants les mêmes rapports que dans le monde des adultes; rapports basés sur la domination masculine où les hommes se doivent d'être forts, virils et protecteurs tandis que les femmes sont cantonnées à la sphère domestique, et conditionnées à jouer les princesses. Illustration de cet état de fait, 80 % des tâches ménagères sont encore effectuées par les femmes et 2 millions de femmes sont battues par leur conjoint chaque année en France.

Les jeux et jouets, tels qu'ils sont exposés aux enfants, participent donc pleinement à la construction des genres féminins et masculins en véhiculant les stéréotypes sexistes. Quand on sait que le jeu tient une place fondamentale dans le développement d'un.e enfant puisqu'« il participe à son éveil, à sa structuration psychique et par conséquent à la structuration de sa personnalité »¹, on ne peut que dénoncer le cloisonnement dans lequel il enferme les enfants.

Enfin, cette répartition sexiste des jouets révèle l'hétérosexisme ambiant en leur proposant un modèle unique de relations futures: le couple hétérosexuel (maman/papa, la princesse/le prince) sans possibilité d'envisager d'autres formes de relations telles que l'homosexualité, la bisexualité, le célibat.

La campagne contre les jouets sexistes, outre les actions et débats qu'elle organise, propose un contre-catalogue mettant en parallèle les jouets pour enfants et les relations hommes/femmes dans le monde adulte. Une page du catalogue est aussi consacrée aux alternatives possibles; jeux coopératifs valorisant l'entraide et non l'esprit de compétition ainsi qu'une bibliographie d'albums de jeunesse non sexistes.

N.

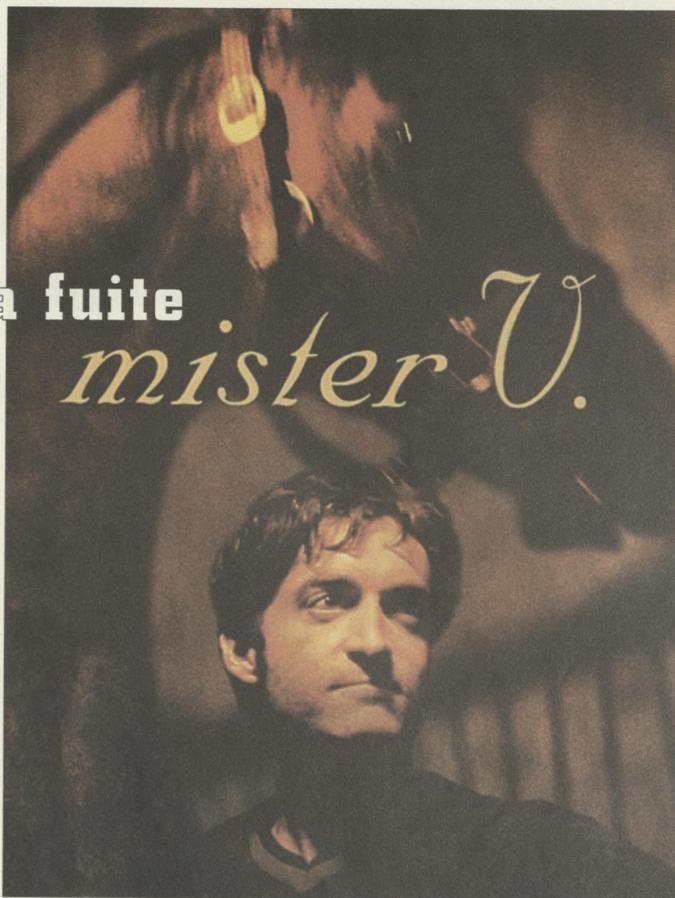


et des techniques (trains,

1. Serge Chaumier, la Production « du petit homme ».

Le jeu et la fuite

un film d'Émilie Deleuze



Heike Hurst

« Je me méfie beaucoup de la parole, de la parole comme solution de communication actuelle. »

P

PARLER avec Émilie Deleuze, c'est se trouver en face de quelqu'un qui – dans le langage – ne croit plus beaucoup au pouvoir effectif des mots. Ses films enclenchent des questions comme un bon cours de philosophie nous donne envie d'interroger le monde; à la manière de ses personnages qui vont vers des épreuves qui font peur. Elle pose devant nous de beaux objets invitant à ces jeux périlleux: des monstres d'acier – machines énormes de Peau neuve –, ou les pur-sang, bêtes et monstres de Mister V.

Très peu de jeunes cinéastes réussissent à nous surprendre. Émilie Deleuze y parvient chaque fois dans le choix de ses sujets, par la place qu'elle donne aux machines, aux chevaux, aux humains, au monde des hommes.

Avec ténacité, elle travaille la résistance des matériaux, toujours vivants, l'affrontement, le désir des hommes, le désir de l'affrontement. Et l'on pourrait dire qu'elle enquête, passionnée, sur le désir des hommes, qu'elle adhère à l'idée du défi, inhérent au mouvement, puissant moteur de vie, qui agite les hommes et les animaux. Un peu comme Claire Denis qui trouve plus excitant de se promener sur les pistes tracées par l'autre, Émilie Deleuze guette nos différences et nos particularités tout en ayant une approche très personnelle. Son défi à elle: « filmer les chevaux comme jamais on ne les a vus » pourrait passer pour une prétention sans nom. Mais elle réussit à capter des moments exceptionnels où la force et la puissance de l'animal surgissent, où éclatent leur

Propos recueillis à Locarno en août 2003.

force première, où, dans un bond, un mouvement à couper le souffle, le cheval s'envole littéralement, heureux et libre.

À l'origine, elle rêvait de tourner un western en Argentine. Le manque d'argent en a décidé autrement, déterminant la forme et le contenu du film. Les chevaux, elle les connaît depuis son plus jeune âge. Elle voulait en faire sa profession: « cascadeuse ou réalisatrice, c'est la même chose ». La dureté et les intrigues du milieu l'ont dégoûtée. À 17 ans, elle raccroche. « On travaille comme des chiens, on gagne très mal sa vie, les gens qui sont vraiment avec eux sont comme des chevaux, la même brutalité, le même comportement imprévisible ».

Tourner avec les chevaux, « c'est l'enfer: on a lâché un étalon dans l'écurie, un cheval comme ça, c'est d'abord un grand athlète, qui n'est jamais sorti, qui a tous les jours le même entraînement. Si vous lui changez ses habitudes d'un quart de seconde, il devient fou d'agressivité, de violence. J'étais sûre d'avoir des réactions incroyables. On lui a mis une jument en chaleur, une ponette en chaleur ce qui d'habitude les rend fous, on avait mis un autre étalon de l'autre côté de la caméra qui aurait dû tout casser... quand j'ai dit: moteur! Il n'a pas bougé! Du coup, il y a ce plan que j'ai gardé en longueur, il y a quelque chose où il s'est mis à tourner, il m'a donné ça. Je cherche quelque chose que je connais chez eux, ils me donnent autre chose, c'est bizarre. Après, j'ai créé des choses au montage. Et puis, un pur-sang très méchant, très dangereux, qui avait tué un homme – il y avait un maximum de sécurité sur cet animal – même lui, dès qu'il sentait la présence de la caméra sur lui ou des regards de l'équipe, il s'arrêtait immédiatement. Une personne qui serait allée sans caméra vers lui, il la mangeait! Il sentait cette tension qui passe à travers tout langage au-delà de n'importe quel langage ».

C'est bel et bien l'animal, la bête et notre fascination pour cette créature d'exception qui se nomme cheval, qui est le centre de son film. Longtemps après seulement vient l'intrigue ou des histoires de fric et d'escroquerie, un monde humain assez minable en somme, que l'intérêt que suscite le cheval, ce *Mister V* (comme Victoire?) tient ensemble. Son côté dangereux et imprévisible sert de dramatisation au récit. Mathieu Demy est Lucas, l'homme de la réflexion sur le mouvement, qui, par la mort de son frère, se trouve propulsé dans le monde de l'élevage des chevaux. Mais le cheval qui tua un homme, le terrorise: « Je voulais quelqu'un qui n'ait rien à voir avec les chevaux, qui soit très gauche, très maladroit... travailler dans la gaucherie autant que dans la souplesse. Je me suis trompée, approcher le cheval n'a pas supprimé la peur. On a travaillé avec des chevaux assez violents, l'idée du dresseur était de le mettre (Mathieu Demy) dessus. Au bout de quinze jours, ça l'a débloqué. »

Quand il s'agit de chevaux, nous avons tous des images d'épinal en tête: ou les che-

vaux des western, ou des films de Kurosawa ou les chevaux de l'école de Vienne. En somme, le cheval en liberté ou le cheval dressé. L'approche dans *Mister V* est au-delà de ces deux archétypes: même si dans une scène assez onirique, Lucas esquisse des pas rythmés coordonnés et crée une belle démonstration – il fait des claquettes – l'harmonie passagère entre l'homme et le cheval est née de combats et de blessures. Le pari et le défi de la réalisatrice, c'était privilégier le cheval non domestiqué, sauvage, prendre le contre-pied de toutes les images reçues entre les tours de manège ou la perfection atteinte par ces chevaux blancs, les lipizzans:

« Sur un plateau, il y a une tension due au manque de temps, il faut aller très vite et trouver des solutions le plus vite possible. Le temps coûte très très cher. Et les chevaux, c'est exactement le contraire! Plus vous prenez de temps, moins vous avez l'impression de leur demander quelque chose, plus ils vous en donnent. J'ai vraiment eu des chevaux très agressifs, des monstres, des terreurs. Les monstres étaient comme Mathieu; d'un côté, il y avait Mathieu, paralysé et, de l'autre, le cheval paralysé. »

« Les choses ne passent pas par le langage, ne passent pas par la psychologie, je ne m'attendais pas à ce qu'ils soient aussi terrorisés, la tension générée par le tournage, le cheval ne la supporte pas. »

Au-delà des machines et des monstres, une thématique plus générale émerge de ses films: l'interrogation par rapport à quelque chose qui nous fait peur, qui nous attire et qui nous dépasse mais qu'on aimerait tellement contrôler, dominer. Si *Mister V* travaille à nous rendre la sensation, la beauté du mouvement, le bond, la puissance stupéfiante de cette masse de chair impressionnante qu'est un cheval, il traduit aussi la fragilité des hommes dans ces situations d'une extrême tension:

« Effectivement, j'ai toujours les mêmes personnages qui me viennent en tête. Ce sont des gens qui sont face à quelque chose de trop grand pour eux. Ils sont freinés, empêchés, ils sont évidemment capables, mais incapables d'effectuer leur propre puissance: freiner leur propre puissance, c'est forcément dans un rapport au monde, où le monde leur interdit d'avancer et comment ils vont se débrouiller. »

Pourquoi a-t-elle choisi les chevaux?

« C'est un des animaux sur le plus à voir avec le cinéma, historiquement et visuellement! »

Pourquoi être allée dans ce milieu qu'elle a quitté, dégoûtée?

« J'adore les milieux déterminés: quand on rentre dans un milieu qu'on ne connaît pas, au sens propre du terme, il faut rentrer dedans. Plus c'est large, moins j'ai l'impression que j'accède à une universalité, plus c'est petit, plus c'est centré, plus j'ai l'impression qu'on s'ouvre quelque chose de plus large qu'on peut ressentir. »

H.H.



Jeudi 11 décembre Paris 19^e

Le Théâtre de la Balancelle présente *La Commune à Nouméa* à 20h30 au Centre d'animation Mathis, 15, rue Mathis, M^oCrimée. Également les vendredi 12 et samedi 13 décembre. Contacts et réservations au 01 45 26 50 89.

Lorient

Les groupes libertaires Francisco Ferrer et René Lochu de la Fédération anarchiste du Morbihan organisent une vidéo-débat autour du film réalisé par le Collectif contre le publisexisme. À 20h30 à la Cité Allende. Entrée libre.

Nîmes

Le Collectif gardois pour des alternatives au nucléaire organise une rencontre publique sur le thème *Service public & énergies: Quels enjeux, quel futur?* Des syndicalistes d'EDF sont invités. À 20h30 au centre Pablo Neruda.

Vendredi 12 décembre Besançon

Le groupe Proudhon de la FA organise une projection de *Debout*, documentaire de Carole Roussopoulos qui retrace les luttes féministes des années 70 et 80, suivie d'un débat sur l'actualité du féminisme. À 20h30 à la Librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Samedi 13 décembre Nîmes

Le Collectif gardois pour des alternatives au nucléaire organise un rassemblement contre la construction d'une nouvelle centrale nucléaire en France: l'EPR. Rendez-vous à

14 heures, Place de la Maison Carrée.

Dimanche 14 décembre Paris 11^e

Concert-débat et une projection en soutien au serveur Internet gratuit propagande.org. Avec: Garage Lopez, René Biname et Guarapita. Au CICP, 21 ter, rue Voltaire, M^o Rue-des-Boulets. À 17 heures, 5 euros.

Jeudi 18 décembre Paris 11^e

Débat à la librairie Quilombo: *Sexisme et littérature enfantine*, organisé dans le cadre de la campagne contre les jouets sexistes, avec Adela Turin de l'association Du côté des filles. À 19h45 au CICP au 21 ter, rue Voltaire, M^o Nation ou Rue-des-Boulets.

Vendredi 19 décembre Paris 11^e

Rencontre-débat autour du livre *Les anarchistes français face aux guerres coloniales (1945-1962)* de Sylvain Boulouque (Éditions ACL), en présence de l'auteur à la asserelle, 3, rue Saint-Hubert, M^o Saint-Maur.

Samedi 20 décembre Paris 9^e

Manifestation contre les jouets sexistes devant le Printemps à 14 heures.

Dimanche 28 décembre Paris 11^e

Soirée de soutien pour REFLEXES. Concert avec Koyaanisqatsi, The Informers, Ritournelles et Manivelles. À 17 heures, au CICP, 21 ter rue Voltaire. M^oRue-des-Boulets. PAF: 5 euros.

Radio libertaire

Jeudi 11 décembre

Si vis pacem: de 18 heures à 19h30, la trêve théâtrale de Noël pour éduquer contre la guerre.

Vendredi 12 décembre

Enjoy Polar: 12 à 13 heures, Gérard Bronner, auteur aux défuntes Éditions Baleine (*Qu'en est-il du corps de dieu?*, 2002) et sociologue, viendra nous parler de *L'empire des croyances* aux PUF.

Samedi 13 décembre

Longtemps, je me suis couché de bonne heure: de 19 à 21 heures, un entretien avec Jacques-Rémy Girerd autour de son film *La prophétie des grenouilles* et du cinéma français d'animation. Puis un pot pourri de fin d'année (livres, disques, DVD...).

Lundi 15 décembre

Ondes de choc: de 15 à 18 heures. 15 heures: Arnaud Labelle-Rojoux pour *l'Art Parodic*. De 16 à 18 heures, des cimetières parisiens avec de nombreux invités.

Les Destinées de l'Histoire: de 18 à 20 heures, Frédéric Descouturelle, Le Métropolitain de Guimard.

Mardi 16 décembre

Léo 38: la nuit du mardi 16 au 17 décembre, de 00h15 au matin, Léo Ferré version reggae.

Mercredi 17 décembre

Blues en liberté: de 10h30 à 12 heures, Big Mama Thornton.

Femmes libres: de 18h30 à 20h30 avec Catherine Le Magueresse de l'AVFT (assoc contre les violences faites aux femmes au travail).

Jeudi 18 décembre

Si vis pacem: de 18 heures à 19h30, Mouna contre les jouets guerriers, avec le « gérant du rare ».

Vendredi 19 décembre

Offensive: émission d'Offensive libertaire et sociale, de 21 heures à 22h30, Semaine contre les jouets sexistes, avec Mix-cité et le Collectif contre le publisexisme.

Samedi 20 décembre

Chroniques syndicales: de 11h30 à 13h30, espéranto et anarchie

89,4 MHz
en région parisienne

agenda

Chroniques de la toile **5**

NOUS SAVONS TOUS que parmi les anarchistes il y a deux grandes catégories, les individualistes et les autres. Les premiers se réfèrent à un homme, porteur d'un patronyme commun, qui sous un nom, que tout le monde connaît aujourd'hui, publia un unique livre, fut chassé du milieu bourgeois dans lequel il évoluait et mourut dans la misère. Il s'agit de Max Stirner, auteur de l'*Unique et sa propriété*. Ce livre se trouve in extenso en ligne sur l'admirable site de la Bibliothèque libertaire, œuvre insensée des « moines copistes de l'anarchie » : <http://bibliolib.net>.

Ce site mériterait à lui tout seul non pas une mais plusieurs chroniques, donc nous y revenons plus amplement la prochaine fois. Ce livre unique suscita beaucoup de commentaires et de critiques. On en trouve sur Internet quelques reflets.

Normand Baillargeon expose rapidement mais de façon claire la pensée de Max Stirner sur son site « Espaces de la parole » : <http://www.ao.qc.ca/autodidactique/lectures/tablelectures.html>.

Pour Bernd A. Laska, Max Stirner est « encore et toujours un dissident ». Le sous-titre de l'article annonce « Comment Marx et Nietzsche ont évincé leur collègue Max Stirner et pourquoi il leur a pourtant survécu ». C'est sur un site allemand « ein paraphilosophisches Projekt » mais écrit en français : <http://www.lsr-projekt.de/poly/frinnuce.html>.

Dans un article du numéro 6 de *Réfractions* : <http://refractions.plusloin.org>, intitulé « Une comparaison entre Stirner et Bakounine; réflexions sur le droit et l'anarchisme », Marco Cossutta se penche sur les analyses que Stirner et Bakounine donnent de la société pour faire ressortir leur opposition profonde sur la source du droit. Ce qui nous amène à notre deuxième fondation.

Après l'homme d'un livre que trouvons-nous sur l'homme de la tempête que fut Bakounine, notre aristocrate russe? Il y a l'incontournable Bibliothèque libertaire, où nos « fous des textes anarchistes » ont édité onze écrits de Michel Bakounine. Si vous préférez lire les livres originaux, vous pouvez vous rendre sur « Gallica » : <http://gallica.bnf.fr/>, site de service public qui a numérisé les originaux de quelques ouvrages. Pour comprendre le fondateur de l'anarchisme vous pouvez trouver deux textes de René Berthier, l'un sur « l'actualité de Bakounine » sur le site de la Bibliothèque libertaire, ou bien sur le site de *Réfractions*, dans son numéro 7, celui traitant de « Bakounine, l'État et l'Église ».

Voilà de quoi lire!

Bonnes nuits blanches!

Laraignée

araignee@plusloin.org



Offensive: un nouveau journal libertaire dans la place! Le trimestriel de l'OLS (Offensive libertaire et sociale) a pour ambition de « participer à une critique radicale de la société actuelle, tout en portant un regard sur les luttes et leurs perspectives. » C'est tout le mal que nous leur souhaitons! Pour plus d'informations: <http://offensive.samizdat.net> ou par courrier OLS, c/o Mille Bâbords, 61, rue du Consolat, 13001 Marseille. Disponible sur Paris entre autres à Publico pour 3 euros. C'est pas bô, la vie?

Au Liou Chaochiste Jean-Claude du groupe Poulaille
Aux valets du Kuomintang du Monde libertaire

Chiens galeux, vils coyotes, engeance de grands propriétaires terriens

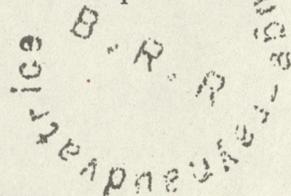
Ainsi donc, dans l'hebdomadaire du peuple, notre glorieux ML (Marxiste Léniniste), du 27 novembre au 3 décembre 2003, vous avez osé ! Vous avez osé page 10 persifler à l'encontre de notre frère, beau frère, oncle, grand-oncle, le valeureux compagnon de lutte de notre vénéré président Mao, le camarade Fernand Raynaud !

Vous avez osé extraire de son contexte la phrase inaugurale (« J'suis pas un imbécile, j'suis douanier ») de son adresse au 54^e congrès du syndicat marxiste léniniste des contrebandiers de la pensée de notre Grand Timonier et illustrer vos propos d'une photo le montrant au sortir de chez le dentiste qui venait de lui arracher la moitié des dents du haut et du bas.

Que le grand Crik vous croque! Le peuple tout entier représenté par les BRR, son héroïque avant-garde, saura vous châtier comme vous le méritez et nul doute que vous serez condamné à la sentence rééducative la plus lourde. Après pipi, lavez les dents, la prière..., tous les soirs, avant d'aller au lit, vous devrez réciter cent fois le célèbre discours du camarade Staline intitulé « Quand je me gratte les couilles et que j'en compte quatre, c'est que l'ennemi est proche ». Hi, hi, hi, hi, hi...!

Pour les Brigades Rouges Raynaudvatrices, le comité central: Mamy Raynaud, Papy Raynaud, Jean-Marc Raynaud, Bertille Raynaud-Rosell.

Communiqué N° 1



PAS DE CADEAUX POUR LE SEXISME

